

Tableau des lois d'intérêt public et des ministres responsables

Chapitres des lois révisées (1985), y compris les modifications et certaines autres lois d'intérêt public et leurs modifications

Mis à jour jusqu'au 2010, ch. 25 et Gazette du Canada, Partie II, Vol. 145, No 1 (2011-01-05)

E

« Eastern Bank of Canada », Loi constituant en corporation la

(Eastern Bank of Canada)

1928, ch. 78 (Loi privée); 1932, ch. 29 (Loi d'intérêt public)

Eaux de la zone du chemin de fer

(Railway Belt Water)

Le ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien

S.R.C. 1927, ch. 211; 1928, ch. 6 et 44

Eaux des Territoires du Nord-Ouest, Loi sur les — 1992, ch. 39

(Northwest Territories Waters Act)

Le ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien

art. 2, 2001, ch. 26, art. 313; 2002, ch. 10, art. 180
art. 2.1, 1998, ch. 25, art. 165; 2000, ch. 32, art. 57, 69 (2000, ch. 32, art. 57 abrogé par 2001, ch. 34, art. 24)
art. 7, 1993, ch. 28, art. 78, ann. III, art. 114; 1998, ch. 15, art. 35
art. 7.1, ajouté, 2002, ch. 10, art. 181
art. 8, 2002, ch. 10, art. 182(F)
art. 9.1, ajouté, 2005, ch. 1, art. 103
art. 11, 2003, ch. 22, al. 224z.60)(A)
art. 12, 2002, ch. 10, art. 183
art. 14, 1998, ch. 25, art. 166; 2002, ch. 10, art. 184; 2005, ch. 1, art. 104
art. 15, 2002, ch. 10, art. 185(F)
art. 15.1, ajouté, 2002, ch. 10, art. 186
art. 15.2, ajouté, 2002, ch. 10, art. 186
art. 15.3, ajouté, 2002, ch. 10, art. 186
art. 15.4, ajouté, 2002, ch. 10, art. 186
art. 15.5, ajouté, 2002, ch. 10, art. 186
art. 15.6, ajouté, 2002, ch. 10, art. 186
art. 21, 2002, ch. 10, art. 187(F)
art. 29, 2002, ch. 10, art. 188
art. 31, 1996, ch. 10, art. 248; 2002, ch. 10, art. 189

art. 45, 1994, ch. 26, art. 48(F)
disposition générale, 1992, ch. 39, art. 50
disposition générale, 1998, ch. 25, art. 165(1)
dispositions transitoires, 1992, ch. 39, art. 45 à 48
dispositions transitoires, 1998, ch. 25, art. 153 et 155
dispositions transitoires, 2002, ch. 10, art. 171 à 174
modification conditionnelle, 2000, ch. 32, art. 69
EEV, 1992, ch. 39 en vigueur 15.06.93 *voir* TR/93-88, *voir aussi* art. 51
EEV, 1994, ch. 26, art. 48(F) est réputé être entré en vigueur 15.06.93 *voir* par. 48(2)
EEV, 1996, ch. 10, art. 248 en vigueur 01.07.96 *voir* TR/96-53
EEV, 1998, ch. 15, art. 35 en vigueur à la sanction 11.06.98
EEV, 1998, ch. 25, art. 153, 155, par. 165(1) et art. 166 en vigueur 22.12.98 *voir* TR/99-1; par. 165(2) en vigueur 31.03.2000 *voir* TR/2000-17
EEV, 2000, ch. 32, art. 69 en vigueur à la sanction 20.10.2000 *mais voir* les conditions d'application; art. 57 en vigueur 19.02.2001 *voir* TR/2001-29, art. 57 abrogé par 2001, ch. 34, art. 24, réputé être entré en vigueur 18.02.2001
EEV, 2001, ch. 26, art. 313 en vigueur 01.07.2007 *voir* TR/2007-65
EEV, 2002, ch. 10, art. 171 à 174 et 180 à 189 en vigueur à la sanction 30.04.2002 *sauf* par. 171(2) à (4), art. 172 et par. 173(1) et (2) et 174(1) sont réputés entrés en vigueur 09.07.96 *voir* art. 203
EEV, 2003, ch. 22, art. 224 en vigueur 01.04.2005 *voir* TR/2005-24
EEV, 2005, ch. 1, art. 103 et 104 en vigueur 04.08.2005 *voir* TR/2005-54

Eaux du Nunavut et le Tribunal des droits de surface du Nunavut, Loi sur les — 2002, ch. 10

(Nunavut Waters and Nunavut Surface Rights Tribunal Act)

Le ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien

art. 4, 2002, ch. 10, art. 200
art. 152, 2009, ch. 21, art. 22

E

Eaux du Nunavut et le Tribunal des droits de surface du Nunavut, Loi sur les — 2002, ch. 10 (suite)

art. 154, 2009, ch. 21, art. 23

art. 166, 2002, ch. 10, art. 201

dispositions de coordination, 2002, ch. 10, art. 200 et 201

EEV, 2002, ch. 10 en vigueur à la sanction 30.04.2002 *sauf* par. 171(2) à (4), art. 172 et par. 173(1) et (2) et 174(1) sont réputés entrés en vigueur 09.07.96 *voir* art. 203

EEV, 2009, ch. 21 (sanction : 23.06.2009), art. 22 et 23 entrent en vigueur au premier jour où les documents ci-après sont tous deux en vigueur au Canada lequel est 02.01.2010

a) la Convention internationale de 2001 sur la responsabilité civile pour les dommages dus à la pollution par les hydrocarbures de soute;

b) le Protocole de 2003 à la Convention internationale de 1992 portant création d'un Fonds international d'indemnisation pour les dommages dus à la pollution par les hydrocarbures.

En vigueur 02.01.2010 *voir* TR/2009-102

Eaux du Yukon, Loi sur les — 1992, ch. 40

(*Yukon Waters Act*)

Le ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien ou, pour toute mesure ayant trait au pipe-line visé par la Loi sur le pipe-line du Nord

LOI ABROGÉE 2002, ch. 7, art. 284

EEV, 2002, ch. 7, art. 284 en vigueur 01.04.2003 *voir* TR/2003-48

Eaux internes du Nord, Loi sur les

— **L.R. (1985), ch. N-25**

(*Northern Inland Waters Act*)

LOI ABROGÉE 1992, ch. 40, art. 52

disposition générale, 1992, ch. 40, art. 51

EEV, 1992, ch. 40, art. 51 et 52 en vigueur 15.06.93 *voir* TR/93-88

Eaux limitrophes internationales, Loi du traité des — L.R. (1985), ch. I-17

(*International Boundary Waters Treaty Act*)

Le ministre des Affaires étrangères

art. 9, 1995, ch. 5, al. 25(1)(q)

art. 10, ajouté, 2001, ch. 40, art. 1

art. 11, ajouté, 2001, ch. 40, art. 1

art. 12, ajouté, 2001, ch. 40, art. 1

art. 13, ajouté, 2001, ch. 40, art. 1

art. 14, ajouté, 2001, ch. 40, art. 1

art. 15, ajouté, 2001, ch. 40, art. 1

art. 16, ajouté, 2001, ch. 40, art. 1

art. 17, ajouté, 2001, ch. 40, art. 1

art. 18, ajouté, 2001, ch. 40, art. 1

art. 19, ajouté, 2001, ch. 40, art. 1

art. 20, ajouté, 2001, ch. 40, art. 1

art. 21, ajouté, 2001, ch. 40, art. 1

art. 21.1, ajouté, 2001, ch. 40, art. 1

art. 22, ajouté, 2001, ch. 40, art. 1

art. 23, ajouté, 2001, ch. 40, art. 1

art. 24, ajouté, 2001, ch. 40, art. 1

art. 25, ajouté, 2001, ch. 40, art. 1

art. 26, ajouté, 2001, ch. 40, art. 1

disposition générale, 1995, ch. 5, par. 25(2)

EEV, 1995, ch. 5, art. 25 en vigueur 13.05.95 *voir* TR/95-65

EEV, 2001, ch. 40 en vigueur 09.12.2002 *voir* TR/2002-162

École de la fonction publique du Canada, Loi sur l' — 1991, ch. 16

[Ancienne appellation : Centre canadien de gestion, Loi sur le]

(*Canada School of Public Service Act*)

Le président du Conseil du Trésor (TR/2004-89)

titre intégral, 2003, ch. 22, art. 21

art. 1, 2003, ch. 22, art. 22

art. 2, 2003, ch. 22, art. 23 et 132(A); 2010, ch. 12, art. 1671

art. 3, 2003, ch. 22, art. 24

art. 4, 2003, ch. 22, art. 24 et al. 225i)(A)

art. 5, 2001, ch. 4, art. 68; 2003, ch. 22, art. 25 et al. 225i)(A)

art. 6, 2003, ch. 22, art. 26

art. 7, 2003, ch. 22, art. 26; 2010, ch. 12, art. 1672

art. 8, 2003, ch. 22, art. 27

art. 9, 2003, ch. 22, al. 225i)(A)

E

École de la fonction publique du Canada, Loi sur l' — 1991, ch. 16 (suite)

- art. 10**, 2003, ch. 22, art. 28; 2005, ch. 15, art. 2; 2010, ch. 12, art. 1673
art. 11, 2003, ch. 22, al. 225*i*(A)
art. 12, 2003, ch. 22, art. 29
art. 13, 2003, ch. 22, art. 30 et 132.1
art. 14, 2003, ch. 22, art. 30
art. 15, 2003, ch. 22, art. 31 et 133(A)
art. 16, 2003, ch. 22, art. 32
art. 17, 2003, ch. 22, art. 32
art. 18, 2001, ch. 4, art. 69(F); 2003, ch. 22, art. 32
art. 19, 2003, ch. 22, art. 34
art. 20, abrogé, 2003, ch. 22, art. 35
disposition générale, 2003, ch. 22, art. 33
dispositions transitoires, 1991, ch. 16, art. 20
dispositions transitoires, 2003, ch. 22, art. 85 à 87
EEV, 1991, ch. 16 en vigueur 01.12.91 *voir* TR/91-158
EEV, 2001, ch. 4, art. 68 et 69 en vigueur 01.06.2001 *voir* TR/2001-71
EEV, 2003, ch. 22, art. 21 à 35 et 85 à 87 en vigueur 01.04.2004 *voir* TR/2004-42; art. 132, 132.1, 133 et 225 en vigueur 01.04.2005 *voir* TR/2005-24
EEV, 2005, ch. 15, art. 2 en vigueur 15.06.2005 *voir* TR/2005-45
EEV, 2010, ch. 12 (sanction : 12.07.2010), art. 1671 à 1673 entrent en vigueur à la date fixée par décret *voir* art. 1683
– Non en vigueur

Économie de l'Ouest canadien, *voir* Diversification de l'économie de l'Ouest canadien...

(*Western Economic Diversification Act*)

Économie de pétrole et le remplacement du mazout, Loi sur l' — L.R. (1985), ch. O-8

(*Oil Substitution and Conservation*)

Le ministre des Ressources naturelles

- art. 2**, 1994, ch. 41, al. 37(1)*t*)
art. 3, L.R., ch. 30 (1^{er} suppl.), art. 1
disposition générale, 1994, ch. 41, par. 37(2)
EEV, L.R., ch. 30 (1^{er} suppl.), art. 1 en vigueur 28.06.85
EEV, 1994, ch. 41, art. 37 en vigueur 12.01.95 *voir* TR/95-10

Éducation des Mi'kmaq, Loi sur l' — 1998, ch. 24

(*Mi'kmaq Education Act*)

Le ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien

- art. 10**, 2009, ch. 23, art. 333
annexe, DORS/2005-275
EEV, 1998, ch. 24 en vigueur 22.04.99 *voir* TR/99-44
EEV, 2009, ch. 23 (sanction : 23.06.2009), art. 333 entre en vigueur à la date fixée par décret *voir* par. 372(1). Non en vigueur

Efficacité énergétique, Loi sur l' — 1992, ch. 36

(*Energy Efficiency Act*)

Le ministre des Ressources naturelles

- art. 2**, 1994, ch. 41, al. 37(1)*h*)
art. 2.1, ajouté, 2009, ch. 8, art. 1
art. 4, 2009, ch. 8, art. 2
art. 5, 2009, ch. 8, art. 3
art. 7, 2009, ch. 8, art. 4
art. 8, 2009, ch. 8, art. 4
art. 20, 2009, ch. 8, art. 5
art. 36, 2009, ch. 8, art. 6
art. 37, 2009, ch. 8, art. 7
disposition générale, 1994, ch. 41, par. 37(2)
EEV, 1992, ch. 36, art. 21 en vigueur 01.09.92 *voir* TR/92-153; art. 1 à 20 et 22 à 37 en vigueur 01.01.93 *voir* TR/92-153
EEV, 1994, ch. 41, art. 37 en vigueur 12.01.95 *voir* TR/95-10
EEV, 2009, ch. 8 (sanction : 14.05.2009), art. 1 à 7 en vigueur 21.09.09 *voir* TR/2009-93

E

Efficacité et la capacité d'adaptation de l'économie canadienne par la réglementation de certaines pratiques qui découragent l'exercice des activités commerciales par voie électronique et modifiant la Loi sur le Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes, la Loi sur la concurrence, la Loi sur la protection des renseignements personnels et les documents électroniques et la Loi sur les télécommunications, Loi visant à promouvoir l' — 2010, ch. 23

(Efficiency and adaptability of the Canadian economy by regulating certain activities that discourage reliance on electronic means of carrying out commercial activities, and to amend the Canadian Radio-television and Telecommunications Commission Act, the Personal Information Protection and Electronic Documents Act and the Telecommunications Act, An Act to promote the)

Déposé par le ministre de l'Industrie

art. 6, 2010, ch. 23, art. 68
dispositions transitoires, 2010, ch. 23, art. 66 et 67
EEV, 2010, ch. 23 (sanction: 15.12.2010), les dispositions de cette loi entrent en vigueur à la date ou aux dates fixées par décret *voir* art. 91 – Non en vigueur

Élections, *voir* Loi électorale du Canada...

Élections fédérales contestées, Loi sur les — L.R. (1985), ch. C-39
(Controverted Elections Act, Dominion)

Le ministre du Patrimoine canadien *voir* 1995, ch. 11, art. 46

LOI ABROGÉE 2000, ch. 9, art. 573
EEV, 2000, ch. 9, art. 573 en vigueur 01.09.2000 *voir Gazette du Canada*, partie I, édition spéciale vol. 134, n° 6, 01.09.2000

Élections partielles, Loi concernant l'établissement d'un bureau spécial de scrutin supplémentaire pour certaines — 1977-78, ch. 43

ABROGÉ, L.C. 1988, ch. 2, art. 68, ann. IV, n° 61
EEV, 1988, ch. 2, art. 68 en vigueur 04.02.88

Emballage et l'étiquetage des produits de consommation, Loi sur l' — L.R. (1985), ch. C-38
(Consumer Packaging and Labelling Act)

Le ministre de l'Industrie; le ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire exerce les attributions en ce qui a trait aux aliments, au sens de l'article 2 de la Loi sur les aliments et drogues *voir* TR/99-34

art. 2, 1992, ch. 1, art. 145, ann. VIII, n° 7(F); 1995, ch. 1, al. 62(1)f) et 63(2)a); 1997, ch. 6, art. 40; 1999, ch. 2, art. 44

art. 13, L.R., ch. 31 (1^{er} suppl.), art. 6

art. 15, 1997, ch. 6, art. 41

art. 16, L.R., ch. 27 (1^{er} suppl.), art. 203; 1997, ch. 6, art. 42

art. 20, 1997, ch. 6, art. 43

art. 21, 1997, ch. 6, art. 44

disposition générale, 1995, ch. 1, par. 62(3) et 63(3)

EEV, L.R., ch. 27 (1^{er} suppl.), art. 203 en vigueur 04.12.85
voir TR/85-211

EEV, L.R., ch. 31 (1^{er} suppl.) art. 6 en vigueur 15.10.85 *voir* TR/85-188

EEV, 1992, ch. 1, art. 145, ann. VIII, n° 7(F) en vigueur à la sanction 28.02.92

EEV, 1995, ch. 1, art. 62 et 63 en vigueur 29.03.95 *voir* TR/95-48

EEV, 1997, ch. 6, art. 40 à 44 en vigueur 01.04.97 *voir* TR/97-37

EEV, 1999, ch. 2, art. 44 en vigueur 18.03.99 *voir* TR/99-25

E

**Émission et la vente des actions de la
Commission d'énergie du Nord canadien,
Loi autorisant l' — 1988, ch. 12**

(*Northern Canada Power Commission Share Issuance
and Sale Authorization Act*)

Le ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien

art. 12, 1992, ch. 39, art. 49; 2002, ch. 10, art. 179
abrogation et modifications corrélatives, art. 13 à 22 (*voir*
L.R., ch. 7 (4^e suppl.), art. 1 à 9)
disposition générale, 1992, ch. 39, art. 50
EEV, 1988, ch. 12 en vigueur 05.05.88 *voir* TR/88-84
EEV, 1992, ch. 39, art. 49 et 50 en vigueur 15.06.93 *voir*
TR/93-88 *voir aussi* art. 51
EEV, 2002, ch. 10, art. 179 en vigueur à la sanction
30.04.2002

**Emploi dans la fonction publique, Loi sur l'
— L.R. (1985), ch. P-33**

(*Public Service Employment Act*)

**Le ministre du Patrimoine canadien comme ministre
pour l'application de l'article 47 (TR/93-232 *voir aussi*
1995, ch. 11, art. 46)**

LOI ABROGÉE *voir* 2003, ch. 22, art. 284 et TR/2005-121
dispositions transitoires, 2003, ch. 22, art. 68 à 84
disposition transitoire, 2005, ch. 26, art. 18 et al. 27(2)a)
EEV, 2003, ch. 22,
— art. 269, 270 et 284 en vigueur à la sanction
07.11.2003;
— art. 14, 19, les définitions de « ancienne Commission »,
« ancienne loi », « loi modifiée » et « nouvelle
Commission », à l'art. 68 et art. 77 à 83 en vigueur
20.11.2003 *voir* TR/2003-178;
— abrogation de la *Loi sur l'emploi dans la fonction
publique*, L.R., ch. P-33, 30.12.2005 *voir* art. 284 et
DORS/2005-121
— art. 192 à 206 en vigueur 01.04.2005 *voir* TR/2005-24;
la définition de « nouvelle loi » à l'art. 68 et art. 69 à 76
en vigueur 31.12.2005 *voir* TR/2005-122;
— art. 15 à 18, 20 et 84 entrent en vigueur à la date ou
aux dates fixées par décret *voir* art. 286. Non en
vigueur.

**Emploi dans la fonction publique, Loi sur l'
— 2003, ch. 22, art. 12 et 13**

(*Public Service Employment Act*)

**Le président du Conseil du Trésor; le ministre du
Patrimoine canadien pour l'application de l'article 23
voir TR/2005-124 et pour l'application de l'article 110
voir TR/2005-125; le président du Conseil du Trésor
pour l'application de l'article 136 *voir* TR/2009-63**

art. 2, 2003, ch. 22, art. 271; 2005, ch. 16, art. 17
art. 22, 2006, ch. 9, art. 100
art. 35.1, ajouté, 2005, ch. 21, art. 115
art. 35.2, ajouté, 2006, ch. 9, art. 101
art. 35.3, ajouté, 2006, ch. 9, art. 101
art. 38, 2006, ch. 9, art. 102
art. 41, 2006, ch. 9, art. 103
art. 41.1, ajouté, 2008, ch. 15, art. 6
art. 50.1, ajouté, 2007, ch. 21, art. 40
art. 53, 2006, ch. 9, art. 104
art. 87, 2006, ch. 9, art. 105
art. 111, 2003, ch. 22, art. 272
art. 127.1, ajouté, 2006, ch. 9, art. 106
dispositions de coordination, 2003, ch. 22, art. 271 et 272
disposition de coordination, 2005, ch. 16, art. 17
dispositions transitoires, 2003, ch. 22, art. 68 à 84
disposition transitoire, 2005, ch. 38, art. 16 édicté par
al. 144(8)a)(A) et 19
disposition transitoire, 2006, ch. 9, art. 107
EEV, 2003, ch. 22, art. 12 (art. 1 à 136 édictés par art. 12) et
13 en vigueur 31.12.2005 *voir* TR/2005-122; art. 271 et
272 en vigueur à la sanction 07.11.2003; les définitions de
« ancienne Commission », « ancienne loi », « loi
modifiée » et « nouvelle Commission », à l'art. 68 et
art. 77 à 83 en vigueur 20.11.2003 *voir* TR/2003-178; la
définition de « nouvelle loi » à l'art. 68 et art. 69 à 76 en
vigueur 31.12.2005 *voir* TR/2005-122; art. 84 entre en
vigueur à la date ou aux dates fixées par décret *voir*
art. 286. Non en vigueur
EEV, 2005, ch. 16, art. 17 en vigueur à la sanction
21.04.2005
EEV, 2005, ch. 21, art. 115 en vigueur 01.04.2006 *voir*
TR/2006-54
EEV, 2005, ch. 38, art. 16 et 19 en vigueur 12.12.2005 *voir*
TR/2005-119
EEV, 2006, ch. 9, art. 100 à 107 en vigueur à la sanction
12.12.2006
EEV, 2007, ch. 21, art. 40 en vigueur à la sanction
22.06.2007

E

Emploi dans la fonction publique, Loi sur l' — 2003, ch. 22, art. 12 et 13 (suite)

EEV, 2008, ch. 15 (sanction : 17.04.2008), art. 6 en vigueur
18.04.2008 voir TR/2008-42

Emploi et la croissance économique, Loi sur l' — 2010, ch. 12

(Jobs and Economic Growth Act)

Dispositions de coordination, 2010, ch. 12, art. 95 et 2135
Dispositions générales, 2010, ch. 12, art. 54 (application),
2137 à 2146 (Énergie atomique du Canada Limitée) et
2180 à 2183 (paiements à certaines entités)
Dispositions transitoires, 2010, ch. 12, art. 1778, 1826, 2162,
2163, 2178 et 2195 à 2200
EEV, 2010, ch. 12, art. 2 à 22, 26 à 28, 30, 31, 38 à 54,
par. 55(6), art. 57 à 59, 61 à 63, par. 64(2) à (7), art. 65,
66, par. 67(2) et (4), art. 70, 72, 73, 75 à 89, 95, 96, 1646
à 1649, 1788, 1789, 1792 à 1794, 1796, 1798, 1799, 1801,
1803, 1810, 1811, par. 1813(2), art. 1814, par. 1816(1) et
(3), art. 1819, par. 1820(2) à (5), (7), (8) et (10), art. 1821,
1824, 1825, 1828 à 1833, art. 1 à 5 et 8 de la *Loi sur les
réseaux de cartes de paiement* édictés par l'art. 1834,
1835 à 1849, 1851 à 1861, 1885 à 1888, 1891, 1892,
2135, 2149 à 2163, 2178, 2180 à 2184, 2189, 2195 à 2201
et 2204 à 2207 en vigueur à la sanction 12.07.2010;
— par. 37(1) et art. 98 réputés entrés en vigueur
01.07.2010 voir *respectivement* par. 37(2) et 103(2);
— par. 55(1) à (4) et 67(1) réputés en vigueur 17.12.90
voir *respectivement* par. 55(5) et 67(3);
— par. 56(1) et 60(1) réputés en vigueur 01.04.2007 voir
respectivement par. 56(2) et 60(2);
— par. 64(1) abrogé et réputé n'être jamais entré en
vigueur voir al. 95(4)a);
— par. 68(1), 69(1) et 71(1) réputés en vigueur 23.09.09
voir *respectivement* par. 68(2), 69(2) et 71(2);
— par. 74(1) réputé en vigueur 01.01.2010 voir
par. 74(2);
— al. 95(4)e) réputé avoir produit ses effets 01.07.2010
voir al. 95(4)f);
— art. 99 à 102 en vigueur 01.09.2010 voir TR/2010-55;
— art. 104 à 1644 réputés entrés en vigueur 05.03.2010
voir art. 1645;
— art. 1650 à 1652, 1654, 1656, 1658, 1660, 1662, 1663,
1665, 1666, 1668, 1669, 1671 à 1682, 1684, 1685, 1687
à 1691, 1693, 1695, 1697, 1698, 1700 à 1710, 1712 à
1715, 1717 à 1721, 1723, 1725 à 1727, 1729, 1731,
1733 à 1736, 1738, 1740, 1741, 1743, 1744, 1746 à
1753, 1755, 1757, 1759, 1761, 1763, 1765, 1767, 1769
à 1772, 1774 et les art. 6 et 7 de la *Loi sur les réseaux*

de cartes de paiement édictés par l'art. 1834, entrent en
vigueur à la date fixée par décret voir *respectivement*
art. 1653, 1655, 1657, 1659, 1661, 1664, 1667, 1670,
1683, 1686, 1692, 1694, 1696, 1699, 1711, 1716, 1722,
1724, 1728, 1730, 1732, 1737, 1739, 1742, 1745, 1754,
1756, 1758, 1760, 1762, 1764, 1766, 1768, 1773, 1775
et 1850 – Non en vigueur;

- 1776 à 1782 et 1784 en vigueur 27.08.2010 voir
TR/2010-72
- art. 1786, 1787, 1790, 1791, 1795, 1800, 1802, 1804 à
1809, 1812, par. 1813(1), art. 1815, par. 1816(2) et (4)
à (7), art. 1817, 1818, par. 1820(1), (6), (9) et (11),
art. 1822, 1823, 1826, 1862 à 1883, 1894 à 2134, 2137
à 2147 et 2172 à 2177 entrent en vigueur à la date ou
aux dates fixées par décret voir *respectivement*
art. 1827, 1884, 2136, 2148 et 2179 – Non en vigueur
- art. 1797 et par. 1820(12) en vigueur 31.10.2010 voir
TR/2010-82
- art. 1889 et 1890 en vigueur à la date d'entrée en
vigueur du par. 245(7) de la *Loi d'exécution du budget
de 2009* (2009, ch. 2), 01.11.2010 voir TR/2010-80
- art. 2185 à 2187 et 2190 à 2194 réputés entrés en
vigueur 01.01.2009 voir par. 2208(1)
- art. 2188 en vigueur à la date d'entrée en vigueur de
l'art. 127 de la *Loi d'exécution du budget de 2008*
(2008, ch. 28), 23.09.2010 voir TR/2010-74 mais voir
aussi l'erratum, *Gazette du Canada*, Vol. 144, n° 22,
p. 2002 re date du C.P.

voir aussi les différentes dispositions d'application

Emprunt

(Loan)

1902, ch. 18, abrogé, 1992, ch. 1, art. 146, ann. IX, n° 9
1909, ch. 23, abrogé, 1992, ch. 1, art. 146, ann. IX, n° 10
1916, ch. 3, abrogé, 1992, ch. 1, art. 146, ann. IX, n° 11
1917, ch. 3, abrogé, 1992, ch. 1, art. 146, ann. IX, n° 12
1919, ch. 67, abrogé, 1992, ch. 1, art. 146, ann. IX, n° 13
1922, ch. 30, abrogé, 1992, ch. 1, art. 146, ann. IX, n° 14
1924, ch. 56, abrogé, 1992, ch. 1, art. 146, ann. IX, n° 15
1925, ch. 16, abrogé, 1992, ch. 1, art. 146, ann. IX, n° 16
1926, ch. 11, abrogé, 1992, ch. 1, art. 146, ann. IX, n° 17
1928, ch. 34, abrogé, 1992, ch. 1, art. 146, ann. IX, n° 18
1931, ch. 38, abrogé, 1992, ch. 1, art. 146, ann. IX, n° 19
1932-33, ch. 43, abrogé, 1992, ch. 1, art. 146, ann. IX, n° 20
1935, ch. 43, abrogé, 1992, ch. 1, art. 146, ann. IX, n° 21
1936, ch. 41

E

Emprunt (suite)

1939, ch. 48, abrogé, 1992, ch. 1, art. 146, ann. IX, n° 22
 1940, ch. 11, abrogé, 1992, ch. 1, art. 146, ann. IX, n° 23
 1942-43, ch. 20, abrogé, 1992, ch. 1, art. 146, ann. IX, n° 24
 1944-45, ch. 4, abrogé, 1992, ch. 1, art. 146, ann. IX, n° 25
 EEV, 1992, ch. 1, art. 146, ann. IX, n° 9 à 25 en vigueur à la sanction 28.02.92

Emprunts pour réfection de maison, Loi garantissant des — 1937, ch. 11

(*Home Improvement Loans Guarantee Act, 1937*)

ABROGÉ, L.C. 1988, ch. 2, art. 68, ann. IV, n° 6
 EEV, 1988, ch. 2, art. 68 en vigueur 04.02.88

Énergie nucléaire, Loi sur l' — L.R. (1985), ch. A-16

[Ancienne appellation : Contrôle de l'énergie atomique, Loi sur le]

(*Nuclear Energy Act*)

Le ministre des Ressources naturelles (1994, ch. 41, par. 37(2))

titre intégral, 1997, ch. 9, art. 87
 préambule, abrogé, 1997, ch. 9, art. 88
 art. 1, 1997, ch. 9, art. 89
 art. 2, 1997, ch. 9, art. 90
 art. 3, abrogé, 1997, ch. 9, art. 91
 art. 4, abrogé, 1997, ch. 9, art. 91
 art. 5, abrogé, 1997, ch. 9, art. 91
 art. 6, abrogé, 1997, ch. 9, art. 91
 art. 7, abrogé, 1997, ch. 9, art. 91
 art. 8, abrogé, 1997, ch. 9, art. 91
 art. 9, 1993, ch. 34, art. 4(F); abrogé, 1997, ch. 9, art. 91
 art. 10, 1994, ch. 43, art. 81; 1997, ch. 9, art. 92 et al. 99a); 2002, ch. 7, art. 221
 art. 11, 1997, ch. 9, art. 93; 2010, ch. 12, art. 2147
 art. 12, abrogé, 1997, ch. 9, art. 94
 art. 13, abrogé, 1997, ch. 9, art. 94
 art. 14, 1994, ch. 43, art. 82, 1997, ch. 9, art. 94
 art. 15, 1997, ch. 9, art. 94
 art. 16, abrogé, 1997, ch. 9, art. 94
 art. 17, abrogé, 1997, ch. 9, art. 94
 art. 18, 1997, ch. 9, art. 95 et al. 99 b)
 art. 19, 1997, ch. 9, art. 96
 art. 20, abrogé, 1997, ch. 9, art. 97

art. 21, abrogé, 1997, ch. 9, art. 97
 annexe I, abrogée, 1997, ch. 9, art. 98
 dispositions générales, 2010, ch. 10, art. 2137 à 2146 (Énergie atomique du Canada Limitée, réorganisation et dessaisissement et disposition d'application)
 dispositions transitoires, 1997, ch. 9, art. 73 à 82
 EEV, 1993, ch. 34, art. 4(F) en vigueur à la sanction 23.06.93
 EEV, 1994, ch. 43, art. 81 et 82 en vigueur 14.02.95 voir TR/95-19
 EEV, 1997, ch. 9, art. 73 à 82 et 87 à 99 en vigueur 31.05.2000 voir TR/2000-42
 EEV, 2002, ch. 7, art. 221 entre en vigueur à la date fixée par décret voir par. 285(3). Non en vigueur
 EEV, 2010, ch. 12 (sanction : 12.07.2010), art. 2137 à 2147 entrent en vigueur à la date ou aux dates fixées par décret voir art. 2148 – Non en vigueur

Engrais, Loi sur les — L.R. (1985), ch. F-10

(*Fertilizers Act*)

Le ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire

art. 2, 1994, ch. 38, al. 25(1)q); 1995, ch. 40, art. 50; 1997, ch. 6, art. 48
 art. 5, 1993, ch. 44, art. 155; 1994, ch. 47, art. 115; 2002, ch. 28, art. 84
 art. 6, 1997, ch. 6, art. 49; 2005, ch. 38, art. 113
 art. 7, ch. 31 (1^{er} suppl.), art. 9
 art. 9, 1995, ch. 40, art. 51
 art. 10, 1995, ch. 40, art. 52
 art. 10.1, ajouté, 1997, ch. 6, art. 50
 art. 12, 1995, ch. 40, art. 53
 art. 13, ch. 27 (1^{er} suppl.), art. 203
 disposition générale, 1994, ch. 38, par. 25(2)
 EEV, ch. 27 (1^{er} suppl.), art. 203 en vigueur 04.12.85 voir TR/85-211
 EEV, ch. 31 (1^{er} suppl.), art. 9 en vigueur 15.10.85 voir TR/85-188
 EEV, 1993, ch. 44, art. 155 en vigueur 01.01.94 voir TR/94-1
 EEV, 1994, ch. 38, art. 25 en vigueur 12.01.95 voir TR/95-9
 EEV, 1994, ch. 47, art. 115 en vigueur 01.01.96 voir TR/96-1
 EEV, 1995, ch. 40, art. 50 à 53 en vigueur 30.07.97 voir TR/97-89
 EEV, 1997, ch. 6, art. 48 à 50 en vigueur 01.04.97 voir TR/97-37

E

Engrais, Loi sur les — L.R. (1985), ch. F-10 (suite)

EEV, 2002, ch. 28, art. 84 en vigueur 28.06.2006 *voir* TR/2006-93
 EEV, 2005, ch. 38, art. 113 en vigueur 12.12.2005 *voir* TR/2005-119

Enquêtes, Loi sur les — L.R. (1985), ch. I-11
(Inquiries Act)
Le premier ministre

art. 6, 2003, ch. 22, art. 174
art. 10, ch. 27 (1^{er} suppl.), art. 203
 EEV, ch. 27 (1^{er} suppl.), art. 203 en vigueur 04.12.85 *voir* TR/85-211
 EEV, 2003, ch. 22, art. 174 en vigueur 01.04.2005 *voir* TR/2005-24

Enquêtes sur les coalitions, Loi relative aux
***voir* Concurrence, Loi sur la**
Enquêtes sur les manoeuvres frauduleuses, Loi
relative aux — L.R. (1985), ch. C-45
(Corrupt Practices Inquiries Act)
Le ministre du Patrimoine canadien *voir* 1995, ch. 11,
art. 46

LOI ABROGÉE 2000, ch. 9, art. 574
 EEV, 2000, ch. 9, art. 574 en vigueur 01.09.2000 *voir* *Gazette du Canada*, partie I, édition spéciale vol. 134, n° 6, 01.09.2000

Enregistrement de renseignements sur les
délinquants sexuels, Loi sur l'
— 2004, ch. 10
(Sex Offender Information Registration Act)
Le ministre de la Sécurité publique et de la Protection
civile

art. 2, 2010, ch. 17, art. 28
art. 3, 2007, ch. 5, art. 32; 2010, ch. 17, art. 29
art. 4, 2007, ch. 5, art. 33; 2010, ch. 17, art. 30

art. 4.1, 2007, ch. 5, art. 34; 2010, ch. 17, art. 31
art. 4.2, 2007, ch. 5, art. 35; 2010, ch. 17, art. 32
art. 4.3, 2007, ch. 5, art. 36; 2010, ch. 17, art. 33
art. 5, 2007, ch. 5, art. 37; 2010, ch. 17, art. 34
art. 5.1, ajouté; 2010, ch. 17, art. 35
art. 6, 2007, ch. 5, art. 38; 2010, ch. 17, art. 36
art. 7.1, ajouté; 2007, ch. 5, art. 39; 2010, ch. 17, art. 37
art. 8, 2007, ch. 5, art. 40; 2010, ch. 17, art. 38
art. 8.1, ajouté; 2007, ch. 5, art. 41; 2010, ch. 17, art. 39
art. 8.2, ajouté; 2007, ch. 5, art. 41; 2010, ch. 17, art. 40
art. 10, 2007, ch. 5, art. 42
art. 11, 2007, ch. 5, art. 43
art. 12, 2007, ch. 5, art. 44
art. 13, 2007, ch. 5, art. 45
art. 14, 2010, ch. 17, art. 41(A)
art. 15, 2007, ch. 5, art. 46; 2010, ch. 17, art. 42
art. 15.1, ajouté; 2010, ch. 17, art. 43
art. 16, 2007, ch. 5, art. 47; 2010, ch. 17, art. 44
art. 17, 2007, ch. 5, art. 48
art. 18, 2007, ch. 5, art. 49
 disposition de coordination, 2007, ch. 5, art. 51
 EEV, 2004, ch. 10 en vigueur 15.12.2004 *voir* TR/2004-157
 EEV, 2007, ch. 5, art. 51 en vigueur à la sanction 29.03.2007; art. 32 à 49 en vigueur 12.09.2008 *voir* TR/2008-93
 EEV, 2010, ch. 17 (sanction : 15.12.2010), art. 28 à 44 entrent en vigueur à la date ou aux dates fixées par décret *voir* art. 65 – Non en vigueur

Enregistrement des lobbyistes, Loi sur l',
[Nouvelle appellation *voir* Lobbying, Loi sur
le]
(Lobbying Act)
Enregistrement des organismes de
bienfaisance (renseignements de sécurité),
Loi sur l' — 2001, ch. 41, art. 113
(Charities Registration (Security Information) Act)
Le ministre de la Sécurité publique et de la Protection
civile (2005, ch. 10, art. 34)

art. 3, 2001, ch. 41, art. 125 et 142; 2005, ch. 10, al. 34(1)c)
art. 4, 2001, ch. 41, art. 125
art. 5, 2001, ch. 41, art. 125
art. 6, 2001, ch. 41, art. 125

E

Enregistrement des organismes de bienfaisance (renseignements de sécurité), Loi sur l' — 2001, ch. 41, art. 113 (suite)

art. 7, 2001, ch. 41, art. 125
art. 8, 2001, ch. 41, art. 125
art. 9, 2001, ch. 41, art. 125
art. 10, 2001, ch. 41, art. 125
art. 13, 2001, ch. 41, art. 125
dispositions de coordination, 2001, ch. 41, art. 125 et 142
EEV, 2001, ch. 41, art. 125 et 142 en vigueur à la sanction 18.12.2001; art. 113 en vigueur 24.12.2001 *voir* TR/2002-16
EEV, 2005, ch. 10, art. 34 en vigueur 04.04.2005 *voir* TR/2005-29

Enrôlement à l'étranger, Loi sur l' — L.R. (1985), ch. F-28 *(Foreign Enlistment Act)*

Le ministre de la Justice et procureur général du Canada

art. 2, L.R., ch. 1 (2^e suppl.), par. 213(1), ann. I, n^o 6; 1996, ch. 31, art. 85
art. 7, 1995, ch. 5, al. 25(1)/
disposition générale, 1995, ch. 5, par. 25(2)
EEV, L.R., ch. 1 (2^e suppl.), art. 211 en vigueur 10.11.86 *voir* TR/86-206
EEV, 1995, ch. 5, art. 25 en vigueur 13.05.95 *voir* TR/95-65
EEV, 1996, ch. 31, art. 85 en vigueur 31.01.97 *voir* TR/97-21

Entraide juridique en matière criminelle, Loi sur l' — L.R. (1985), ch. 30 (4^e suppl.) *(Mutual Legal Assistance in Criminal Matters Act)*

Le ministre de la Justice

art. 2, 1992, ch. 51, art. 58; 1993, ch. 28, art. 78, ann. III, art. 112, cette modification a été abrogée avant son entrée en vigueur par 1999, ch. 3, art. 12, ann., n^o 24; 1998, ch. 30, al. 14*k*); 1999, ch. 3, art. 80, ch. 18, art. 97; 2000, ch. 24, art. 56; 2002, ch. 7, art. 209(A)
art. 3, 1999, ch. 18, art. 98
art. 4, 1999, ch. 18, art. 99
art. 5, 1999, ch. 18, art. 99
art. 6, 1995, ch. 5, al. 25(1)*v*); 1999, ch. 18, art. 100
art. 7, 1999, ch. 18, art. 101
partie I, 1999, ch. 18, art. 101
art. 8, 1999, ch. 18, art. 101

art. 9, 1999, ch. 18, art. 102
art. 9.1, ajouté, 2000, ch. 24, art. 57
art. 9.2, ajouté, 2000, ch. 24, art. 57
art. 9.3, ajouté, 2001, ch. 32, art. 65
art. 9.4, ajouté, 2001, ch. 32, art. 65
art. 10, 2000, ch. 24, art. 58
art. 11, 1999, ch. 18, art. 103; 2000, ch. 24, art. 59
art. 12, 1999, ch. 18, art. 104; 2000, ch. 24, art. 60
art. 13.1, ajouté, 2000, ch. 24, art. 61
art. 15, 1999, ch. 18, art. 105
art. 16, 1999, ch. 18, art. 106
art. 17, 1999, ch. 18, art. 107; 2000, ch. 24, art. 62
art. 18, 1999, ch. 18, par. 108; 2000, ch. 24, art. 63; 2001, ch. 32, art. 66
art. 19, 1999, ch. 18, art. 109; 2000, ch. 24, art. 64
art. 20, 1999, ch. 18, art. 110; 2000, ch. 24, art. 65
art. 21, 1999, ch. 18, art. 111
art. 22, 1999, ch. 18, art. 112; 2000, ch. 24, art. 66
art. 22.1, ajouté, 1999, ch. 18, art. 113; 2000, ch. 24, art. 67
art. 22.2, ajouté, 1999, ch. 18, art. 113; 2000, ch. 24, art. 68
art. 22.3, ajouté, 1999, ch. 18, art. 113
art. 22.4, ajouté, 1999, ch. 18, art. 113
art. 23, 1999, ch. 18, art. 114
art. 23.1, ajouté, 2000, ch. 24, art. 69
art. 24, 1999, ch. 18, art. 115
art. 25, 1999, ch. 18, art. 116
art. 26, 1992, ch. 20, al. 215(1)*b*) et 216(1)*b*)
art. 29, 2002, ch. 1, art. 195
art. 30, 1999, ch. 18, art. 117
art. 31, 1999, ch. 18, art. 118
art. 34, 1999, ch. 18, art. 119
art. 35, 1994, ch. 44, art. 95
partie II, 1999, ch. 18, art. 120
art. 36, 1994, ch. 44, art. 96; 1999, ch. 18, art. 120
art. 37, 1994, ch. 44, art. 97; 1999, ch. 18, art. 120
art. 39, 1999, ch. 18, art. 121
partie III, 1999, ch. 18, art. 122
art. 40, 1999, ch. 18, art. 123; 2001, ch. 27, art. 261
art. 41, 1999, ch. 18, art. 124
art. 42, 1999, ch. 18, art. 125
art. 43, 1999, ch. 18, art. 126
art. 44, 1999, ch. 18, art. 127
annexe, DORS/90-704; DORS/93-446; DORS/98-382; 1999, ch. 18, art. 128; DORS/2005-228
dispositions générales, 1992, ch. 20, par. 215(2) et 216(2)
disposition générale, 1995, ch. 5, par. 25(2)
disposition transitoire, 1992, ch. 51, art. 67
EEV, L.R., ch. 30 (4^e suppl.) en vigueur 01.10.88 *voir* TR/88-199

E

Entraide juridique en matière criminelle, Loi sur l' — L.R. (1985), ch. 30 (4^e suppl.) (suite)

EEV, 1992, ch. 20, art. 215 et 216 en vigueur 01.11.92 *voir* TR/92-197
 EEV, 1992, ch. 51, art. 58 et 67 en vigueur 30.01.93 *voir* TR/93-11
 EEV, 1993, ch. 28, art. 78, ann. III, art. 112, cette modification a été abrogée avant son entrée en vigueur par 1999, ch. 3, art. 12, ann., n° 24
 EEV, 1994, ch. 44, art. 95 à 97 en vigueur 15.02.95 *voir* TR/95-20
 EEV, 1995, ch. 5, art. 25 en vigueur 13.05.95 *voir* TR/95-65
 EEV, 1998, ch. 30, al. 14*k*) en vigueur 19.04.99 *voir* TR/99-37
 EEV, 1999, ch. 3, art. 12, ann., n° 24 en vigueur à la sanction 11.03.99; art. 80 entre en vigueur à la date d'entrée en vigueur de l'art. 3 de la *Loi sur le Nunavut* (01.04.99) *voir* art. 92
 EEV, 1999, ch. 18, art. 97 à 128 en vigueur à la sanction 17.06.99
 EEV, 2000, ch. 24, art. 56 à 69 en vigueur 23.10.2000 *voir* TR/2000-95
 EEV, 2001, ch. 27, art. 261 en vigueur 28.06.2002 *voir* TR/2002-97
 EEV, 2001, ch. 32, art. 66 en vigueur 07.01.2002 et art. 65 en vigueur 01.02.2002 *voir* TR/2002-17
 EEV, 2002, ch. 1, art. 195 en vigueur 01.04.2003 *voir* TR/2002-91
 EEV, 2002, ch. 7, art. 209 en vigueur 01.04.2003 *voir* TR/2003-48

Entreprise de force motrice de Beechwood — 1957-58, ch. 26

(Beechwood Power Project)

Le ministre des Finances

Environnement, *voir* Protection de l'environnement, Loi canadienne sur la

Environnement canadien, semaine (*voir* Semaine canadien de l'environnement, Loi sur la)

Épargne-études, Loi canadienne sur l' — 2004, ch. 26

(Canada Education Savings Act)

Le ministre d'État portant le titre de ministre des Ressources humaines et du Développement des compétences (TR/2005-28)

art. 2, 2010, ch. 12, art. 30
art. 5, 2007, ch. 29, art. 37; 2010, ch. 12, art. 31
art. 11, abrogé, 2005, ch. 34, par. 83(2)
art. 12.1, ajouté, 2007, ch. 35, art. 176
art. 13, 2007, ch. 35, art. 177
 disposition de coordination, 2005, ch. 34, par. 83(2)
 EEV, 2004, ch. 26, art. 4, 12, 17 et 20 à 22 en vigueur à la sanction 15.12.2004; art. 1 à 3.1, 5 à 11, 13 à 16, 18 et 19 en vigueur 01.07.2005 *voir* TR/2005-51
 EEV, 2005, ch. 34, art. 83 en vigueur à la sanction 20.07.2005
 EEV, 2007, ch. 29, art. 37 en vigueur à la sanction 22.06.2007
 EEV, 2007, ch. 35, art. 176 et 177 en vigueur à la sanction 14.12.2007
 EEV, 2010, ch. 12, art. 30 et 31 en vigueur à la sanction 12.07.2010, *voir aussi* les différentes dispositions d'application

Épargne-invalidité, Loi canadienne sur l' — 2007, ch. 35, art. 136

(Canada Disability Savings Act)

Le ministre des Ressources humaines et du Développement des compétences (TR/2008-55)

art. 2, 2010, ch. 12, art. 26, ch. 25, art. 166
art. 6, 2010, ch. 12, art. 27, ch. 25, art. 167
art. 7, 2010, ch. 12, art. 28, ch. 25, art. 168
 disposition générale, 2009, ch. 2, art. 81 — application
 dispositions transitoires, 2010, ch. 25, art. 169 et 170
 EEV, 2007, ch. 35 (14.12.2007), art. 136 en vigueur 01.12.2008 *voir* TR/2008-63
 EEV, 2009, ch. 2, art. 81 en vigueur à la sanction 12.03.2009
 EEV, 2010, ch. 12, art. 26 à 28 en vigueur à la sanction 12.07.2010, *voir aussi* les différentes dispositions d'application
 EEV, 2010, ch. 25 (sanction : 15.12.2010), art. 166 à 170 en vigueur 01.01.2011 *voir* art. 171

E

Équité dans la rémunération du secteur public, Loi sur l' — 2009, ch. 2, art. 394
(*Public Sector Equitable Compensation Act*)

Déposé par le ministre des Finances

Dispositions transitoires, 2009, ch. 2, art. 394 (art. 47 à 50), 395 à 397 et 398 (application)
EEV, 2009, ch. 2, art. 395 à 398 en vigueur à la sanction 12.03.2009; art. 394 entre en vigueur à la date fixée par décret *voir* art. 406. Non en vigueur

Équité en matière d'emploi, Loi sur l' — L.R. (1985), ch. 23 (2^e suppl.)
(*Employment Equity Act*)

LOI ABROGÉE 1995, ch. 44, art. 54
disposition transitoire, 1995, ch. 44, art. 45
EEV, 1995, ch. 44, art. 45 et 54 en vigueur 24.10.96 *voir* TR/96-93

Équité en matière d'emploi, Loi sur l' — 1995, ch. 44
(*Employment Equity Act*)

Le ministre du Travail (TR/96-94)

art. 3, 1993, ch. 28, art. 78, ann. III, art. 46; 1998, ch. 9, art. 37; ch. 15, art. 25; 2002, ch. 7, art. 162(A)
art. 4, 2001, ch. 34, art. 40(F); 2003, ch. 22, art. 163 et 236
art. 6, 2003, ch. 22, art. 237
art. 8, 2003, ch. 22, art. 164
art. 21, 2003, ch. 22, art. 165
art. 27, 1998, ch. 9, art. 38
art. 28, 1998, ch. 9, art. 39
art. 30, 2002, ch. 8, al. 182(1)*n*)
art. 33, 2003, ch. 22, art. 238
art. 38, 1998, ch. 9, art. 40
art. 39, 1998, ch. 9, art. 41; 2002, ch. 8, al. 182(1)*n*)
art. 41, 2005, ch. 10, al. 34(1)*i*)
art. 43, 2003, ch. 22, al. 224z.31)(A)
disposition transitoire, 1995, ch. 44, art. 45
dispositions transitoires, 1998, ch. 9, art. 33 et 34
EEV, 1993, ch. 28, art. 78, ann. III, art. 46 en vigueur 01.04.99 *voir* art. 79
EEV, 1995, ch. 44 en vigueur 24.10.96 *voir* TR/96-93

EEV, 1998, ch. 9, art. 33, 34 et 37 à 41 en vigueur 30.06.98 *voir* TR/98-79
EEV, 1998, ch. 15, art. 25 en vigueur à la sanction 11.06.98
EEV, 2001, ch. 34, art. 40 en vigueur à la sanction 18.12.2001
EEV, 2002, ch. 7, art. 162 en vigueur 01.04.2003 *voir* TR/2003-48
EEV, 2002, ch. 8, art. 182 en vigueur 02.07.2003 *voir* TR/2003-109
EEV, 2003, ch. 22, art. 163 à 165 et 224 en vigueur 01.04.2005 *voir* TR/2005-24; art. 236 à 238 en vigueur 31.12.2005 *voir* TR/2005-122
EEV, 2005, ch. 10, art. 34 en vigueur 04.04.2005 *voir* TR/2005-29

Équité entre les sexes relativement à l'inscription au registre des Indiens, Loi sur l' *voir* Loi sur les Indiens — 2010, ch. 18
(*Gender Equity in Indian Registration Act*)

Équité pour les familles militaires (assurance-emploi), Loi sur l', *voir* Assurance-emploi, Loi sur l' — 2010, ch. 9
(*Fairness for Military Families (Employment Insurance Act)*)

Équité pour les travailleurs indépendants, Loi sur l', *voir* Assurance-emploi, Loi sur l' — 2009, ch. 33
(*Fairness for the Self-Employed Act*)

Espèces en péril, Loi sur les — 2002, ch. 29
(*Species at Risk Act*)

Le ministre de l'Environnement

art. 2, 2002, ch. 29, art. 141.1; 2005, ch. 2, art. 14
art. 7, 2005, ch. 2, art. 15
art. 8, 2005, ch. 2, art. 16
art. 9, 2005, ch. 2, art. 17
art. 21, 2005, ch. 2, art. 18
art. 22, 2005, ch. 2, art. 19

E

Espèces en péril, Loi sur les — 2002, ch. 29 (suite)

art. 28, 2005, ch. 2, art. 20
art. 41, 2005, ch. 2, art. 21
art. 49, 2005, ch. 2, art. 22
art. 73, 2005, ch. 2, art. 23
art. 84, 2005, ch. 2, art. 24
art. 121, 2005, ch. 2, art. 25
art. 122, 2005, ch. 2, art. 25
art. 125, 2005, ch. 2, art. 26

annexe 1 :

partie 1, DORS/2005-14, art. 1 à 10, DORS/2005-224, art. 1; DORS/2009-86, art. 1 et 2

partie 2, DORS/2005-14, art. 11 à 25; DORS/2005-224, art. 2 à 12; DORS/2006-60, art. 1, DORS/2006-189, art. 1 à 10; DORS/2007-284, art. 1 à 7; DORS/2009-86, art. 3 à 14; DORS/2010-32, art. 1 à 3, DORS/2010-33, art. 1

partie 3, DORS/2005-14, art. 26 à 39, DORS/2005-224, art. 13 à 22; DORS/2006-60, art. 2, DORS/2006-189, art. 11 à 17; DORS/2007-284, art. 8 à 10; DORS/2009-86, art. 15 à 26; DORS/2010-32, art. 4 à 9

partie 4, DORS/2005-14, art. 40 à 53, DORS/2005-224, art. 23 à 32, DORS/2006-189, art. 18 à 26; DORS/2007-284, art. 11 à 17; DORS/2009-86, art. 27 à 33; DORS/2010-32, art. 10 à 12, DORS/2010-33, art. 2

annexe 2 :

partie 1, DORS/2005-14, art. 54 à 56, DORS/2005-224, art. 33 et 34

partie 2, DORS/2005-14, art. 57 à 60, DORS/2005-224, art. 35 et 36; DORS/2006-60, art. 3; DORS/2006-189, art. 27 à 29

annexe 3 : DORS/2005-14, art. 61 à 65, DORS/2005-224, art. 37 à 40; DORS/2006-60, art. 4, DORS/2006-189, art. 30 à 35

disposition de coordination, 2002, ch. 29, art. 141.1

EEV, 2002, ch. 29, art. 141.1 en vigueur à la sanction 12.12.2002; art. 1, 134 à 136 et 138 à 141 en vigueur 24.03.2003 voir TR/2003-43; art. 2 à 31, 37 à 56, 62, 65 à 76, 78 à 84, 120 à 133 et 137 en vigueur 05.06.2003 et art. 32 à 36, 57 à 61, 63, 64, 77 et 85 à 119 en vigueur 01.06.2004 voir TR/2003-111

EEV, 2005, ch. 2, art. 14 à 26 en vigueur à la sanction 24.02.2005

**Espèces sauvages du Canada, Loi sur les
 — L.R. (1985), ch. W-9**

[Ancienne appellation : Faune du Canada]

(Canada Wildlife Act)

Le ministre de l'Environnement

titre intégral, 1994, ch. 23, art. 1(F)

art. 1, 1994, ch. 23, art. 2(F)

art. 2, 1994, ch. 23, art. 4; 2004, ch. 25, art. 114(F); 2009, ch. 14, art. 41

art. 2.1, ajouté, 1994, ch. 23, art. 5

art. 3, 1994, ch. 23, art. 6(F)

art. 4, 1991, ch. 50, art. 47; 1994, ch. 23, art. 7; 1999, ch. 31, art. 222; 2002, ch. 29, art. 134

art. 4.1, ajouté, 1994, ch. 23, art. 8; 1996, ch. 31, art. 107

art. 4.2, ajouté, 2002, ch. 29, art. 135

art. 5, 1994, ch. 23, art. 9(F)

art. 8, 1994, ch. 23, art. 10(F)

art. 9, 1994, ch. 23, art. 11(F); 2004, ch. 25, art. 115

art. 10, 1994, ch. 23, art. 12(F); 2004, ch. 25, art. 116(F)

art. 11, 1994, ch. 23, art. 13; 2009, ch. 14, art. 42

art. 11.1, ajouté, 1994, ch. 23, art. 13; 2009, ch. 14, art. 43

art. 11.11, ajouté, 2009, ch. 14, art. 44

art. 11.12, ajouté, 2009, ch. 14, art. 44

art. 11.13, ajouté, 2009, ch. 14, art. 44

art. 11.2, ajouté, 1994, ch. 23, art. 13

art. 11.3, ajouté, 1994, ch. 23, art. 13; 2003, ch. 22, al. 224y) (A); 2004, ch. 25, art. 117(F)

art. 11.4, ajouté, 1994, ch. 23, art. 13; 2009, ch. 14, art. 45(F)

art. 11.5, ajouté, 1994, ch. 23, art. 13; 2001, ch. 4, art. 128(A); 2004, ch. 25, art. 118(F); 2009, ch. 14, art. 46

art. 11.6, ajouté, 2009, ch. 14, art. 46

art. 11.7, ajouté, 2009, ch. 14, art. 46

art. 11.8, ajouté, 2009, ch. 14, art. 46

art. 11.9, ajouté, 2009, ch. 14, art. 46

art. 11.91, ajouté, 2009, ch. 14, art. 46

art. 11.92, ajouté, 2009, ch. 14, art. 46

art. 11.93, ajouté, 2009, ch. 14, art. 46

art. 11.94, ajouté, 2009, ch. 14, art. 46

art. 11.95, ajouté, 2009, ch. 14, art. 46

art. 11.96, ajouté, 2009, ch. 14, art. 46

art. 11.97, ajouté, 2009, ch. 14, art. 46

art. 12, 1991, ch. 50, art. 48; 1994, ch. 23, art. 14; 2002, ch. 29, art. 136; 2009, ch. 14, art. 47

art. 13, 1994, ch. 23, art. 15; 2009, ch. 14, art. 48

art. 13.01, ajouté, 2009, ch. 14, art. 48

art. 13.02, ajouté, 2009, ch. 14, art. 48

E

Espèces sauvages du Canada, Loi sur les — L.R. (1985), ch. W-9 (suite)

art. 13.03, ajouté, 2009, ch. 14, art. 48
art. 13.04, ajouté, 2009, ch. 14, art. 48
art. 13.05, ajouté, 2009, ch. 14, art. 48
art. 13.06, ajouté, 2009, ch. 14, art. 48
art. 13.07, ajouté, 2009, ch. 14, art. 48
art. 13.08, ajouté, 2009, ch. 14, art. 48
art. 13.09, ajouté, 2009, ch. 14, art. 48
art. 13.091, ajouté, 2009, ch. 14, art. 48
art. 13.1, ajouté, 2009, ch. 14, art. 48
art. 13.11, ajouté, 2009, ch. 14, art. 48
art. 13.12, ajouté, 2009, ch. 14, art. 48
art. 13.13, ajouté, 2009, ch. 14, art. 48
art. 14, ajouté, 1994, ch. 23, art. 15
art. 15, ajouté, 1994, ch. 23, art. 15
art. 16, ajouté, 1994, ch. 23, art. 15; 2004, ch. 25, art. 119(A); 2009, ch. 14, art. 49
art. 16.1, ajouté, 2009, ch. 14, art. 50
art. 16.2, ajouté, 2009, ch. 14, art. 50
art. 16.3, ajouté, 2009, ch. 14, art. 50
art. 16.4, ajouté, 2009, ch. 14, art. 50
art. 16.5, ajouté, 2009, ch. 14, art. 50
art. 17, ajouté, 1994, ch. 23, art. 15; 1995, ch. 22, art. 18, ann. IV, art. 27
art. 18, ajouté, 1994, ch. 23, art. 15; 2009, ch. 14, art. 51
art. 18.1, ajouté, 2009, ch. 14, art. 51
art. 18.2, ajouté, 2009, ch. 14, art. 51
art. 18.3, ajouté, 2009, ch. 14, art. 51
art. 18.4, ajouté, 2009, ch. 14, art. 51
art. 19, ajouté, 1994, ch. 23, art. 15; abrogé, 1992, ch. 47, art. 84, ann., al. 16; 2003, ch. 22, al. 224y)(A)
disposition générale, 1995, ch. 22, art. 26
EEV, 1991, ch. 50, art. 47 et 48 en vigueur 15.09.92 *voir* TR/92-151
EEV, 1992, ch. 47, art. 84, ann., art. 16 entre en vigueur dans une province ou partout au Canada à la date ou aux dates fixées par décret pour cette province ou pour tout le pays *voir* par. 86(2) et *aussi* 1996, ch. 7, art. 42. Non en vigueur
EEV, 1994, ch. 23, art. 1 à 16 en vigueur à la sanction 23.06.94
EEV, 1995, ch. 22, art. 18, ann. IV, art. 27 et art. 26 en vigueur 03.09.96 *voir* TR/96-79
EEV, 1996, ch. 31, art. 107 en vigueur 31.01.97 *voir* TR/97-21
EEV, 1999, ch. 31, art. 222 en vigueur à la sanction 17.06.99
EEV, 2001, ch. 4, art. 128 en vigueur 01.06.2001 *voir* TR/2001-71
EEV, 2002, ch. 29, art. 134 à 136 en vigueur 24.03.2003 *voir* TR/2003-43

EEV, 2003, ch. 22, art. 224 en vigueur 01.04.2005 *voir* TR/2005-24
EEV, 2004, ch. 25, art. 114 à 119 en vigueur à la sanction 15.12.2004
EEV, 2009, ch. 14 (sanction : 18.06.2009), art. 41 à 46, par. 47(1) et art. 49 à 51 en vigueur 10.12.2010 *voir* TR/2010-91; par. 47(2) et art. 48 entrent en vigueur à la date ou aux dates fixées par décret *voir* art. 128 – Non en vigueur

Établissement de soldats, Loi d' — S.R. 1927, ch. 188

(*Soldier Settlement Act*)

Le ministre des Anciens Combattants

art. 2, 1931, ch. 53, art. 1, 2; 1944-45, ch. 19, par. 8(2); S.R. 1970, ch. 10 (2^e suppl.), art. 64
art. 3, 1931, ch. 53, art. 3; 2000, ch. 34, art. 47
art. 4, 1931, ch. 53, art. 4; 1934, ch. 41, art. 1 et 2
art. 5, 1935, ch. 66, art. 1
art. 21A, ajouté, 1932, ch. 53, art. 1
art. 22, 1934, ch. 41, art. 3
art. 26, 1928, ch. 48, art. 1
art. 29, 1932, ch. 53, art. 2
art. 56, 2000, ch. 34, art. 48
art. 61, 1931, ch. 53, art. 5
art. 62, 2000, ch. 34, art. 49
art. 63, abrogé, 2000, ch. 34, art. 50
art. 64, 1950, ch. 50, art. 10; 2000, ch. 34, art. 51
art. 66, 1938, ch. 14, art. 1
art. 66A, ajouté, 1932, art. 53, art. 3
art. 68, 1928, ch. 48, art. 2; S.R. 1970, (2^e suppl.), art. 64
art. 69-71, ajoutés, 1930, ch. 42, art. 1
art. 72, ajouté, 1932-33, ch. 49, art. 1
art. 73, ajouté, 1932-33, ch. 49, art. 1; 1936, ch. 10, art. 1; 1938, ch. 14, art. 2
art. 74, 75, ajoutés, 1932-33, ch. 49, art. 1
art. 76, 77, ajoutés, 1946, ch. 33, art. 1
Disposition générale, 1931, ch. 53, art. 6
EEV, 1950, ch. 50 en vigueur 01.01.51 *voir* DORS/50-571
EEV, 2000, ch. 34, art. 47 à 51 en vigueur 27.10.2000 *voir* TR/2000-105

E

États-Unis, Exécution du traité relatif à la contrebande — 1925, ch. 54*(United States Treaty (Smuggling))***Le ministre du Revenu national****Étiquetage des textiles, Loi sur l'****— L.R. (1985), ch. T-10***(Textile Labelling Act)***Le ministre de l'Industrie****art. 2**, 1992, ch. 1, art. 145, ann. VIII, n° 29(F); 1995, ch. 1, al. 62(1)*w*) et 63(2)*c*); 1999, ch. 2, art. 52 et al. 53*a*)**art. 6**, 1993, ch. 34, art. 119**art. 7**, 1999, ch. 2, al. 53*b*)**art. 8**, ch. 31 (1^{er} suppl.), art. 24**art. 11**, 1993, ch. 34, art. 120

disposition générale, 1995, ch. 1, par. 62(3) et 63(3)

EEV, ch. 31 (1^{er} suppl.), art. 24 en vigueur 15.10.85 *voir* TR/85-188

EEV, 1992, ch. 1, art. 145, ann. VIII, n° 29 en vigueur à la sanction 28.02.92

EEV, 1993, ch. 34, art. 119 et 120 en vigueur à la sanction 23.06.93

EEV, 1995, ch. 1, art. 62 et 63 en vigueur 29.03.95 *voir* TR/95-48EEV, 1999, ch. 2, art. 52 et 53 en vigueur 18.03.99 *voir* TR/99-25**Évaluation environnementale, Loi canadienne sur l' — 1992, ch. 37***(Canadian Environmental Assessment Act)***Le ministre de l'Environnement****art. 2**, 1993, ch. 28, art. 78, ann. III, art. 13, ch. 34, art. 18(F); 1996, ch. 31, art. 61; 1998, ch. 10, art. 164, ch. 15, al. 50*b*); 2002, ch. 7, art. 122, ch. 29, art. 137; 2003, ch. 9, art. 1; 2010, ch. 12, art. 2152**art. 4**, 1993, ch. 34, art. 19(F); 1994, ch. 46, art. 1; 2003, ch. 9, art. 2**art. 7**, 1994, ch. 26, art. 23(F); 2003, ch. 9, art. 3**art. 7.1**, ajouté, 2010, ch. 12, art. 2153**art. 8**, 2003, ch. 9, art. 4**art. 9**, 1998, ch. 10, art. 165; 2003, ch. 9, art. 5**art. 9.1**, ajouté, 2003, ch. 9, art. 5**art. 10**, 2003, ch. 9, art. 5**art. 10.1**, ajouté, 2003, ch. 9, art. 5**art. 11.01**, ajouté, 2010, ch. 12, art. 2154**art. 11.1**, ajouté, 2003, ch. 9, art. 6**art. 11.2**, ajouté, 2003, ch. 9, art. 6**art. 12**, 1993, ch. 34, art. 20(F)**art. 12.1**, ajouté, 2003, ch. 9, art. 7**art. 12.2**, ajouté, 2003, ch. 9, art. 7**art. 12.3**, ajouté, 2003, ch. 9, art. 7**art. 12.4**, ajouté, 2003, ch. 9, art. 7**art. 12.5**, ajouté, 2003, ch. 9, art. 7**art. 15**, 1993, ch. 34, art. 21(F)**art. 15.1**, ajouté, 2010, ch. 12, art. 2155**art. 16**, 1993, ch. 34, art. 22(F)**art. 16.1**, ajouté, 2003, ch. 9, art. 8**art. 16.2**, ajouté, 2003, ch. 9, art. 8**art. 16.3**, ajouté, 2003, ch. 9, art. 8**art. 18**, 1993, ch. 34, art. 23(F); 2003, ch. 9, art. 9**art. 19**, 1993, ch. 34, art. 24(F); 2003, ch. 9, art. 10**art. 20**, 1993, ch. 34, art. 25(F); 2003, ch. 9, art. 11**art. 21**, 1993, ch. 34, art. 26(F); 2003, ch. 9, art. 12; 2010, ch. 12, art. 2156**art. 21.1**, ajouté, 2003, ch. 9, art. 12; 2010, ch. 12, art. 2156**art. 21.2**, ajouté, 2003, ch. 9, art. 12; 2010, ch. 12, art. 2156**art. 21.3**, ajouté, 2010, ch. 12, art. 2156**art. 23**, 2003, ch. 9, art. 13; 2010, ch. 12, art. 2157**art. 24**, 1993, ch. 34, art. 27(F); 1994, ch. 46, art. 2**art. 26**, 2010, ch. 12, art. 2158**art. 28**, 1998, ch. 25, art. 162**art. 29**, 2003, ch. 9, art. 14**art. 32**, 2003, ch. 9, art. 15(F)**art. 33**, 1993, ch. 34, art. 28(F)**art. 35**, 2003, ch. 9, art. 16**art. 37**, 1993, ch. 34, art. 29(F); 1994, ch. 46, art. 3; 2003, ch. 9, art. 17**art. 38**, 1993, ch. 34, art. 30(F); 2003, ch. 9, art. 18**art. 40**, 1993, ch. 34, art. 31(F); 1995, ch. 5, al. 25(1)*b*); 1998, ch. 25, art. 163; 2003, ch. 9, art. 19; 2005, ch. 1, art. 99**art. 41**, 1993, ch. 34, art. 32(F); 1998, ch. 25, art. 164; 2003, ch. 9, art. 20**art. 42**, 1993, ch. 34, art. 33(F)**art. 43**, 1993, ch. 34, art. 34(F)**art. 46**, 2003, ch. 9, art. 21**art. 47**, 1995, ch. 5, al. 25(1)*b*); 2003, ch. 9, art. 22**art. 48**, 1993, ch. 28, art. 78, ann. III, art. 14; 2002, ch. 7, art. 123; 2003, ch. 9, art. 23**art. 50**, 1993, ch. 34, art. 35(F)

E

Évaluation environnementale, Loi canadienne sur l' — 1992, ch. 37 (suite)

art. 51, 1993, ch. 34, art. 36(F)
art. 54, 1993, ch. 34, art. 37(F); 2003, ch. 9, art. 24
art. 55, 1993, ch. 34, art. 38(F); 2003, ch. 9, art. 25
art. 55.1, ajouté, 2003, ch. 9, art. 25; 2010, ch. 12, art. 2159
art. 55.2, ajouté, 2003, ch. 9, art. 25; 2010, ch. 12, art. 2160
art. 55.3, ajouté, 2003, ch. 9, art. 25
art. 55.4, ajouté, 2003, ch. 9, art. 25
art. 55.5, ajouté, 2003, ch. 9, art. 25
art. 55.6, ajouté, 2003, ch. 9, art. 25
art. 56.1, ajouté, 2003, ch. 9, art. 27
art. 58, 1993, ch. 34, art. 39(F); 1994, ch. 46, art. 4; 1995, ch. 5, al. 25(1)b); 2003, ch. 9, art. 28
art. 59, 1993, ch. 34, art. 40(F); 1994, ch. 46, art. 5; 1998, ch. 10, art. 166; 2003, ch. 9, art. 29
art. 62, 2003, ch. 9, art. 30
art. 63, 2003, ch. 9, art. 31
art. 72, 1993, ch. 34, art. 41(F); 1994, ch. 26, art. 24(F)
art. 73, 1993, ch. 34, art. 42(F)
art. 81, abrogé, 1992, ch. 34, art. 46
Annexe, ajoutée, 2010, ch. 12, art. 2161
dispositions de coordination, 2002, ch. 7, art. 275
disposition générale, 1995, ch. 5, par. 25(2)
dispositions générales, 2003, ch. 9, art. 26 et 32 — examen
dispositions transitoires, 1992, ch. 37, art. 73 et 74
disposition transitoire, 1998, ch. 25, art. 159
disposition transitoire, 2003, ch. 7, art. 125
disposition transitoire, 2003, ch. 9, art. 33
dispositions transitoires, 2010, ch. 12, art. 2162 et 2163
modification conditionnelle, 1998, ch. 15, al. 50b)
EEV, 1992, ch. 34, art. 46 en vigueur à la sanction 23.06.92
EEV, 1992, ch. 37, art. 61 à 70, 73, 75 et 78 à 80 en vigueur 22.12.94 *voir* TR/95-3; art. 1 à 60, 71, 72, 74, 76 et 77 en vigueur 19.01.95 *voir* TR/95-11; art. 81 abrogé à la sanction *voir* 1992, ch. 34, art. 46
EEV, 1993, ch. 28, art. 78, ann. III, art. 13 et 14 en vigueur 01.04.99 *voir* art. 79
EEV, 1993, ch. 34, art. 18(F) à 42(F) en vigueur à la sanction 23.06.93
EEV, 1994, ch. 26, art. 23 et 24 en vigueur à la sanction 23.06.94
EEV, 1994, ch. 46, art. 1 à 5 en vigueur 19.01.95 *voir* TR/95-12
EEV, 1995, ch. 5, art. 25 en vigueur 13.05.95 *voir* TR/95-65
EEV, 1996, ch. 31, art. 61 en vigueur 31.01.97 *voir* TR/97-21
EEV, 1998, ch. 10, art. 164 à 166 en vigueur 01.12.98 *voir* TR/98-117

EEV, 1998, ch. 15, art. 50 en vigueur à la sanction 11.06.98 mais les modifications prévues par l'al. 50b) prennent effet le 01.04.99
EEV, 1998, ch. 25, art. 159 et 162 à 164 en vigueur 22.12.98 *voir* TR/99-1
EEV, 2002, ch. 7, art. 275 en vigueur à la sanction 27.03.2002 et art. 122 et 123 en vigueur 01.04.2003 *voir* TR/2003-48
EEV, 2002, ch. 29, art. 137 en vigueur 05.06.2003 *voir* TR/2003-111
EEV, 2003, ch. 7 (sanction : le 13.05.2003), art. 125 en vigueur 13.11.2004, dix-huit mois après la date de sanction *voir* art. 134
EEV, 2003, ch. 9, art. 32 en vigueur à la sanction 11.06.2003; par. 1(1) et (3) à (6), art. 2 à 31 et 33 en vigueur 30.10.2003 *voir* TR/2003-162; par. 1(2) en vigueur 11.06.2006, trois ans après la sanction *voir* par. 1(2.1)
EEV, 2005, ch. 1, art. 99 en vigueur 04.08.2005 *voir* TR/2005-54
EEV, 2010, ch. 12, art. 2152 à 2163 en vigueur à la sanction 12.07.2010

Évaluation environnementale et socioéconomique au Yukon, Loi sur l' — 2003, ch. 7

(Yukon Environmental and Socio-economic Assessment Act)

Le ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien

art. 2, 2003, ch. 7, par. 133(3)(A)
art. 14, 2003, ch. 22, art. 277(A)
art. 81, 2003, ch. 7, par. 133(5)
art. 86, 2003, ch. 7, par. 133(5)
art. 115, 2003, ch. 7, par. 133(6)(A)
art. 116, 2003, ch. 7, par. 132(3)
dispositions de coordination, 2003, ch. 7, art. 132 et 133
disposition de coordination, 2003, ch. 22, art. 277
EEV, 2003, ch. 7,
— art. 1 à 5, 7 à 39, 127 à 130, 132 et 133 en vigueur à la sanction 13.05.2003;
— art. 6, partie 2 (art. 40 à 123) et art. 124 à 126 et 131 entrent en vigueur dix-huit mois après la date de sanction de la présente loi ou, dans cet intervalle, à la date fixée par décret (sanctionnée le 13.05.2003) *voir* art. 134. Il n'y a pas eu de décret, par conséquent, l'entrée en vigueur est 13.11.2004

E

Évaluation environnementale et socioéconomique au Yukon, Loi sur l' — 2003, ch. 7 (suite)

EEV, 2003, ch. 22, art. 277 en vigueur à la sanction 07.11.2003

Examen de l'endettement agricole, Loi sur l' — L.R. (1985), ch. 25 (2^e suppl.)
(*Farm Debt Review Act*)

Le ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire

LOI ABROGÉE 1997, ch. 21, art. 31
EEV, 1997, ch. 21, art. 31 en vigueur 01.04.98 voir TR/98-52

Examen de l'investissement étranger, Loi sur l' — 1973-74, ch. 46
(*Foreign Investment Review Act*)

LOI ABROGÉE 1985, ch. 20, art. 46
1985, ch. 20, art. 46 en vigueur 01.07.85 voir TR/85-128

Exécution du budget 1991, Loi d' — 1991, ch. 51
(*Budget Implementation Act, 1991*)

EEV, 1991, ch. 51, art. 1 à 5 en vigueur à la sanction 17.12.91; art. 6 et 7 sont réputés entrés en vigueur 30.06.91 voir art. 8

Exécution du budget 1994, Loi d' — 1994, ch. 18
(*Budget Implementation Act, 1994*)

dispositions transitoires, 1994, ch. 18, art. 29 à 31
modification conditionnelle, 1994, ch. 18, art. 32
EEV, 1994, ch. 18, art. 15 en vigueur 01.04.95 voir art. 33; art. 1 à 14, 16 à 20 et 29 à 32 en vigueur à la sanction 15.06.94; partie V (art. 21 à 28) en vigueur 03.07.94 voir TR/94-82

Exécution du budget 1995, Loi d' — 1995, ch. 17
(*Budget Implementation Act, 1995*)

art. 30, abrogé, 1996, ch. 11, art. 46.1
modifications conditionnelles, 1995, ch. 17, art. 73
EEV, 1995, ch. 17 en vigueur à la sanction 22.06.95 **voir aussi** les différentes entrées en vigueur et les lois modifiées. Les dispositions de la *Loi sur la rémunération du secteur public* édictées par les art. 2 à 6 cessent d'avoir effet trois ans après l'entrée en vigueur de l'art. 6 voir art. 6. Cessent d'avoir effet 22.06.98
EEV, 1996, ch. 11, art. 46.1 en vigueur 12.07.96 voir TR/96-70

Exécution du budget de 1996, Loi d' — 1996, ch. 18
(*Budget Implementation Act, 1996*)

modifications conditionnelles, 1996, ch. 18, art. 41 et 58
EEV, 1996, ch. 18 en vigueur à la sanction 20.06.96 *sauf* par. 10(9) de la *Loi sur la pension de la fonction publique*, édicté par le par. 25(3) de la présente loi, entre en vigueur le 01.01.97 voir par. 38(1); par 40.3(1) de la *Loi sur la pension de la fonction publique*, édicté par l'art. 33 de la présente loi en vigueur le 15.10.97 voir TR/97-124; art. 42 à 46 entrent en vigueur le deuxième dimanche suivant la sanction de la présente loi (date de la sanction 20.06.96) voir art. 47 **voir aussi** les différentes entrées en vigueur et les lois modifiées

Exécution du budget de 1997, Loi d' — 1997, ch. 26
(*Budget Implementation Act, 1997*)

art. 2, 2001, ch. 11, art. 1
art. 5, 2001, ch. 11, art. 2
art. 8, 2001, ch. 14, art. 235; 2009, ch. 23, art. 307
art. 9, 2010, ch. 12, art. 1658
art. 11, 2001, ch. 34, art. 7(F)
art. 17, 2003, ch. 22, al. 224/)(A)
art. 26, 2001, ch. 34, art. 8(F)
art. 31, 2003, ch. 15, art. 31
art. 35, 1998, ch. 21, art. 63
art. 37, 1998, ch. 21, art. 64
partie III, (art. 43 à 50)

E

Exécution du budget de 1997, Loi d' — 1997, ch. 26 (suite)

art. 43, 1998, ch. 21, art. 65, abrogé, 2000, ch. 14, art. 30
art. 44, 1998, ch. 21, art. 66; abrogé, 2000, ch. 14, art. 30
art. 45, 1998, ch. 21, art. 67; abrogé, 2000, ch. 14, art. 30
art. 46, abrogé, 2000, ch. 14, art. 30, ch. 30, art. 149 (mais voir la modification conditionnelle 2000, ch. 14, art. 34)
art. 47, abrogé, 2000, ch. 14, art. 30
art. 48, abrogé, 2000, ch. 14, art. 30
art. 49, abrogé, 2000, ch. 14, art. 30
art. 50, abrogé, 2000, ch. 14, art. 30
partie IV, (art. 51 à 58)
art. 51, 1998, ch. 21, art. 69; 1999, ch. 26, art. 32; abrogé, 2000, ch. 14, art. 30, ch. 30, art. 150 (mais voir la modification conditionnelle 2000, ch. 14, art. 34)
art. 52, 1998, ch. 21, art. 70; 1999, ch. 26, art. 33; abrogé, 2000, ch. 14, art. 30
art. 53, 1998, ch. 21, art. 71; 1999, ch. 26, art. 34; abrogé, 2000, ch. 14, art. 30
art. 54, abrogé, 2000, ch. 14, art. 30, ch. 30, art. 151 (mais voir la modification conditionnelle 2000, ch. 14, art. 34)
art. 55, abrogé, 2000, ch. 14, art. 30
art. 56, abrogé, 2000, ch. 14, art. 30
art. 57, abrogé, 2000, ch. 14, art. 30
art. 58, abrogé, 2000, ch. 14, art. 30
art. 95, ajouté, 2001, ch. 11, art. 3
disposition de coordination, 2009, ch. 23, art. 342
disposition générale, 1998, ch. 21, art. 68
disposition générale, 1999, ch. 26, art. 31
modifications conditionnelles, 1997, ch. 26, art. 42, 50 et 58
modification conditionnelle, 2000, ch. 14, art. 34
EEV, 1997, ch. 26 en vigueur à la sanction 25.04.97 **voir aussi** les différentes entrées en vigueur et les lois modifiées
EEV, 1998, ch. 21, art. 63 à 71 en vigueur à la sanction 18.06.98
EEV, 1999, ch. 26, art. 31 à 34 en vigueur à la sanction 17.06.99
EEV, 2000, ch. 14, art. 30 et 34 en vigueur à la sanction 29.06.2000
EEV, 2000, ch. 30 (sanction : 20.10.2000), par. 149(1), 150(1), (2) et 151(1) sont réputés entrés en vigueur 18.06.98 **voir** par. 149(2), 150(3) et 151(2) **voir aussi** modification conditionnelle 2000, ch. 14, art. 34
EEV, 2001, ch. 11, art. 1 à 3 en vigueur à la sanction 14.06.2001
EEV, 2001, ch. 14, art. 235 en vigueur 24.11.2001 **voir** TR/2001-114
EEV, 2001, ch. 34, art. 7 et 8 en vigueur à la sanction 18.12.2001

EEV, 2003, ch. 15, art. 31 en vigueur à la sanction 19.06.2003
EEV, 2003, ch. 22, art. 224 en vigueur 01.04.2005 **voir** TR/2005-24
EEV, 2009, ch. 23, art. 342 en vigueur à la sanction 23.06.2009; art. 307 entre en vigueur à la date fixée par décret **voir** par. 372(1) – Non en vigueur
EEV, 2010, ch. 12 (sanction : 12.07.2010), art. 1658 entre en vigueur à la date fixée par décret **voir** art. 1659 – Non en vigueur

Exécution du budget de 1998, Loi d' — 1998, ch. 21

(Budget Implementation Act, 1998)

Le ministre des Ressources humaines et du Développement des compétences (2005, ch. 34, art. 80) et le ministre des Finances

art. 2, 2005, ch. 34, al. 80a); abrogé, 2008, ch. 28, art. 95
art. 3 à 6, abrogés, 2008, ch. 28, art. 95
art. 7, abrogé, 2008, ch. 28, art. 95; 2009, ch. 23, art. 308
art. 8 à 15, abrogés, 2008, ch. 28, art. 95
art. 16, 2003, ch. 22, al. 224g)(A); abrogé, 2008, ch. 28, art. 95
art. 17 à 26, abrogés, 2008, ch. 28, art. 95
art. 27, 2001, ch. 27, art. 207; 2005, ch. 30, art. 82; abrogé, 2008, ch. 28, art. 95
art. 28 à 37, abrogés, 2008, ch. 28, art. 95
art. 38, 2005, ch. 34, al. 80a); abrogé, 2008, ch. 28, art. 95
art. 39 à 42, abrogés, 2008, ch. 28, art. 95
art. 43, 2003, ch. 15, art. 32; abrogé, 2008, ch. 28, art. 96
art. 44 à 46, abrogés, 2008, ch. 28, art. 97
partie 4, (art. 58 à 71)
art. 58, abrogé, 2000, ch. 14, art. 31, ch. 30, art. 152 (mais voir la modification conditionnelle 2000, ch. 14, art. 34)
art. 59, abrogé, 2000, ch. 14, art. 31
art. 60, abrogé, 2000, ch. 14, art. 31, ch. 30, art. 153 (mais voir la modification conditionnelle 2000, ch. 14, art. 34)
art. 61 à 71, abrogés, 2000, ch. 14, art. 31
disposition de coordination, 2009, ch. 23, art. 343
modification conditionnelle, 2000, ch. 14, art. 34
EEV, 1998, ch. 21 en vigueur à la sanction 18.06.98 **sauf** art. 128 à 130 **voir aussi** les différentes entrées en vigueur et les lois modifiées; art. 128 à 130 en vigueur 16.07.98 **voir** TR/98-83; art. 127 en vigueur 10.02.99 **voir** TR/99-12; art. 53 à 55 et 131 et 132 entrent en vigueur à

E

Exécution du budget de 1998, Loi d' — 1998, ch. 21 (suite)

la date fixée par décret *voir* art. 56 et 133 – Non en vigueur
 EEV, 2000, ch. 14, art. 31 et 34 en vigueur à la sanction 29.06.2000
 EEV, 2000, ch. 30 (sanction : 20.10.2000), par. 152(1), (2) et 153(1) sont réputés entrés en vigueur 18.06.98 *voir* par. 152(3) et 153(2) **voir aussi** modification conditionnelle 2000, ch. 14, art. 34
 EEV, 2001, ch. 27 (sanction : 01.11.2001), art. 207 en vigueur 28.06.2002 *voir* TR/2002-97
 EEV, 2003, ch. 15, art. 32 en vigueur à la sanction 19.06.2003
 EEV, 2003, ch. 22, art. 224 en vigueur 01.04.2005 *voir* TR/2005-24
 EEV, 2005, ch. 30, art. 82 en vigueur à la sanction 29.06.2005
 EEV, 2005, ch. 34, art. 80 en vigueur 05.10.2005 *voir* TR/2005-99
 EEV, 2008, ch. 28 (sanction : 18.06.2008), art. 96 en vigueur 05.01.2010 *voir* par. 100(1); art. 95 et 97 en vigueur 20.10.2010 *voir* TR/2010-77
 EEV, 2009, ch. 23, art. 343 en vigueur à la sanction 23.06.2009; art. 308 abrogé avant son entrée en vigueur *voir* par. 360(2) de la présente loi

Exécution du budget de 1999, Loi d'

— 1999, ch. 26

(*Budget Implementation Act, 1999*)

partie 5, section 1 (art. 25 à 30) :

art. 25, abrogé, 2000, ch. 14, art. 32

art. 26, abrogé, 2000, ch. 14, art. 32

art. 27, abrogé, 2000, ch. 14, art. 32, ch. 30, art. 154 (*mais voir* la modification conditionnelle 2000, ch. 14, art. 34)

art. 28, abrogé, 2000, ch. 14, art. 32

art. 29, abrogé, 2000, ch. 14, art. 32

art. 30, abrogé, 2000, ch. 14, art. 32

art. 36, 2000, ch. 19, art. 73

modification conditionnelle, 2000, ch. 14, art. 34

EEV, 1999, ch. 26 en vigueur à la sanction 17.06.99 *sauf*

— art. 2 à 11 sont réputés entrés en vigueur 01.04.99 *voir* par. 13(1);

— art. 12 est réputé entré en vigueur 31.03.99 *voir* par. 13(2);

— art. 20 à 24 en vigueur 27.08.99 *voir* TR/99-100

Voir aussi les différentes dispositions d'application

EEV, 2000, ch. 14, art. 32 et 34 en vigueur à la sanction 29.06.2000

EEV, 2000, ch. 19, par. 73(1) est réputé entré en vigueur 17.06.99 *voir* par. 73(2)

EEV, 2000, ch. 30, par. 154(1) est réputé entré en vigueur 17.06.99 *voir* par. 154(2) (date de la sanction 20.10.2000) **voir aussi** modification conditionnelle 2000, ch. 14, art. 34

Exécution du budget de 2000, Loi d'

— 2000, ch. 14

(*Budget Implementation Act, 2000*)

art. 23, 2002, ch. 22, art. 321

annexe, DORS/2001-114, DORS/2001-523; DORS/2002-376; DORS/2003-356; DORS/2005-362

modifications conditionnelles, 2000, ch. 14, art. 10, 34 et 43

EEV, 2000, ch. 14 en vigueur à la sanction 29.06.2000 *sauf* :

— art. 2 à 6 en vigueur 31.12.2000 *voir* art. 11;

— art. 12 à 15 sont réputés entrés en vigueur 01.04.2000 *voir* art. 16;

— partie 3 (art. 17 à 21) en vigueur 17.07.2000 *voir* TR/2000-62;

— art. 42 en vigueur 31.12.2000 *voir* art. 44;

— art. 45 en vigueur 31.01.2001 *voir* TR/2001-19

EEV, 2002, ch. 22, art. 321 en vigueur 01.07.2003 *voir* TR/2003-47

Exécution du budget de 2001, Loi d'

— 2002, ch. 9

(*Budget Implementation Act, 2001*)

EEV, 2002, ch. 9, art. 1, partie 2 (art. 5 à 10) partie 4 (art. 20 à 44), art. 46 et partie 6 (art. 47) en vigueur à la sanction 27.03.2002; partie 1 (art. 2 et 3) en vigueur 01.04.2002 *voir* TR/2002-63; partie 3 (art. 12 à 18) en vigueur 17.04.2002 *voir* TR/2002-76; art. 1 et 2 de la *Loi établissant un programme prévoyant le versement de contributions pour le développement économique et social de l'Afrique en vue d'atteindre les objectifs énoncés dans le Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique*, édictés par l'art. 45 en vigueur 12.04.2002 *voir* TR/2002-71; art. 3 à 5 de la *Loi sur le Fonds canadien pour l'Afrique*, édictés par l'art. 45, en vigueur 27.06.2002 *voir* TR/2002-101

E

Exécution du budget de 2003, Loi d'**— 2003, ch. 15***(Budget Implementation Act, 2001)***art. 79**, 2005, ch. 19, art. 56

EEV, 2003, ch. 15

— art. 1 à 8, 21, 31 à 44, 46 à 54 (*voir* par. 60(2)), art. 63, par. 64(3) et 66(1) (*voir* par. 66(2)), art. 67 à 90 et les par. 91(1), 92(1) et 93(1) (*voir* par. 91(2), 92(2) et 93(2)), art. 94, 96 à 99 et 79.02 à 79.05 de la *Loi sur la taxe d'accise*, édictés par les par. 100(1) et (3), art. 103 à 116, les art. 161.3 et 161.4 de la *Loi de l'impôt sur le revenu*, édictés par les par. 117(1), 117(3) et (4) et les art. 118 à 130 en vigueur à la sanction 19.06.2003

— art. 9, 11 et 13 en vigueur 01.08.2003 *voir* par. 14(1)

— art. 10 et 12 réputés en vigueur 01.08.2002 *voir* par. 14(2)

— art. 15 à 20 et 22 à 29 en vigueur 04.01.2004 *voir* SI/2003-185

— art. 45 et 55 à 58 réputés en vigueur 18.06.2002 *voir* par. 60(1) et (3)

— par. 61(1) et 62(1) réputés en vigueur 19.02.2003 *voir* par. 61(2) et 62(2)

— par. 64(1) et 65(1) réputés en vigueur 17.12.1990 *voir* par. 64(2) et 65(2)

— par. 95(1), art. 78 à 79.01 de la *Loi sur la taxe d'accise*, édictés par les par. 100(1), 101(1) à (3), 102(1), et l'art. 161.2 de la *Loi de l'impôt sur le revenu*, édicté par le par. 117(1), en vigueur 01.07.2003 *voir* par. 95(2), 100(2), 101(4), 102(2) et 117(2)

Voir aussi les différentes dispositions d'application

EEV, 2005, ch. 19, par. 56(1) à (4) sont réputés entrés en vigueur 19.06.2003 *voir* par. 56(5)

Exécution du budget de 2004, Loi d'**— 2004, ch. 22***(Budget Implementation Act, 2004)***art. 8**, 2005, ch. 7, art. 8, ch. 30, art. 86EEV, 2004, ch. 22, en vigueur à la sanction 14.05.2004, *sauf*

— partie 4 (art. 15 à 24) en vigueur 31.01.2005 *voir* TR/2005-6, par. 18(1) est réputé entré en vigueur 18.03.2003 *voir* par. 18(2), [le par. 114(2) du *Régime de pensions du Canada* ne s'applique pas aux modifications qui sont apportées à cette loi par la présente partie *voir* par. 24(1)]

— par. 29(1) est réputé entré en vigueur 01.02.2004 *voir* par. 29(2),

— par. 32(1) est réputé entré en vigueur 31.01.2004 *voir* par. 32(2),

— par. 37(1) et (2) sont réputés entrés en vigueur 01.02.2004 *voir* par. 37(3),

— par. 39(6) est réputé entré en vigueur 01.02.2004 *voir* par. 39(9)

voir aussi les différentes dispositions d'application

EEV, 2005, ch. 7, art. 8 en vigueur à la sanction 10.03.2005

EEV, 2005, ch. 30, art. 86 en vigueur à la sanction 29.06.2005

Exécution du budget de 2004, Loi n° 2 d'**— 2005, ch. 19***(Budget Implementation Act, 2004, No. 2)*

EEV, 2005, ch. 19 en vigueur à la sanction 13.05.2005

— par. 42(1) est réputé entré en vigueur 23.03.2004 *voir* par. 42(2)

— par. 56(1) à (4) sont réputés entrés en vigueur 19.06.2003 *voir* par. 56(5)

voir aussi les différentes dispositions d'application

Exécution du budget de 2005 — 2005, ch. 30*(Budget Implementation Act, 2005)***art. 26**, abrogé, 2006, ch. 4, art. 90**art. 91**, abrogé, 2005, ch. 30, par. 93(2)

disposition de coordination, 2005, ch. 30, art. 93

EEV, 2005, ch. 30 en vigueur à la sanction 29.06.2005, *sauf*:

— par. 25(1) est réputé entré en vigueur 24.02.2004 *voir* par. 25(2)

— par. 26(1) en vigueur 01.03.2009 *voir* par. 26(2) (*Remarque* : art. 26 abrogé par 2006, ch. 4, art. 90)

— partie 13 (art. 87 à 94) en vigueur 03.10.2005, à l'exception des art. 93 et 94 qui sont entrés en vigueur à la sanction, *voir* TR/2005-92

— partie 14 (art. 96) entre en vigueur à la date fixée par décret *voir* art. 97. Non en vigueur

— partie 15 : art. 98 à 100 et 104 à 107 en vigueur 01.09.2005 *voir* TR/2005-74; art. 101 à 103 et 108 sont réputés entrés en vigueur 23.02.2005 *voir* par. 109(2)

— partie 17 (art. 113 à 118) en vigueur 30.12.2005 *voir* TR/2005-126

E

Exécution du budget de 2005 — 2005, ch. 30 (suite)

— part 18 (art. 120 à 124) entre en vigueur à la date fixée par décret *voir* art. 125. Non en vigueur
voir aussi les différentes dispositions d'application
 EEV, 2006, ch. 4, art. 90 en vigueur à la sanction 22.06.2006

Exécution du budget de 2006 — 2006, ch. 4

(*Budget Implementation Act, 2006*)

art. 193, 2008, ch. 28, art. 148
art. 196, abrogé, 2006, ch. 4, art. 198
 EEV, 2006, ch. 4, art. 190 à 198 en vigueur à la sanction 22.06.2006; art. 209 en vigueur 10.11.2006 *voir* TR/2006-132 *voir aussi* *Gazette du Canada*, vol. 140, n° 24, p. 1959 — *erratum* re numéro de C.P.;
voir aussi les différentes dispositions d'entrée en vigueur, réputées entrées en vigueur et d'application
 EEV, 2008, ch. 28, art. 148 en vigueur à la sanction 18.06.2008

Exécution du budget de 2006, Loi n° 2 d' — 2007, ch. 2

(*Budget Implementation Act, 2006, No. 2*)

EEV, 2007, ch. 2 en vigueur à la sanction 21.02.2007. *Voir aussi* les différentes dispositions d'application et d'entrée en vigueur :
 par. 55(1) est réputé entré en vigueur 01.07.2006 *voir* par. 55(2);
 par. 58(1) est réputé entré en vigueur 01.07.2006 *voir* par. 58(2);
 par. 59(1) est réputé entré en vigueur 01.07.2006 *voir* par. 59(2);
 par. 60(1) est réputé entré en vigueur 01.07.2006 *voir* par. 60(2);
 par. 61(1) est réputé entré en vigueur 01.07.2006 *voir* par. 61(2) *aussi* — référence
 par. 62(1) est réputé entré en vigueur 01.07.2006 *voir* par. 62(2);
 par. 63(1) est réputé entré en vigueur 01.07.2006 *voir* par. 63(2) *aussi* — mention et application

Exécution du budget de 2007, Loi d' — 2007, ch. 29

(*Budget Implementation Act, 2007*)

art. 78, abrogé, 2007, ch. 35, art. 169

art. 83, abrogé, 2007, ch. 35, art. 170

art. 84, 2007, ch. 35, art. 171

Dispositions de coordination, 2007, ch. 29, art. 39 à 42, 53, 122 et 150

EEV, 2007, ch. 29 en vigueur à la sanction 22.06.2007, *sauf*

— art. 79 et 82 entrent en vigueur ou sont réputés être entrés en vigueur le 1^{er} avril du premier exercice à l'égard duquel Terre-Neuve-et-Labrador fait le choix prévu au par. 3.7(3) de la *Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces*. Le ministre des Finances fera publier la date d'entrée en vigueur dans un avis de la *Gazette du Canada*; *voir* art. 84 modifié par 2007, ch. 35, art. 171

— art. 81 en vigueur 01.04.2008 *voir* par. 84(3) modifié par 2007, ch. 35, art. 171

— Partie 7 (art. 85 à 89) en vigueur 26.10.2007 *voir* TR/2007-95;

— par. 91(2), 104(2) et 113(2) en vigueur 17.11.2007 *voir* TR/2007-106

— par. 103(2) en vigueur 17.11.2007 *voir* SI/2007-105

voir aussi les différentes dispositions réputées entrées en vigueur et d'application

EEV, 2007, ch. 35, art. 169 à 171 en vigueur à la sanction 14.12.2007

Exécution du budget et de l'énoncé économique de 2007, Loi d'

— 2007, ch. 35

(*Budget and Economic Statement Implementation Act, 2007*)

Disposition générale, 2007, ch. 35, art. 144 (Coopération internationale)

Dispositions de coordination, 2007, ch. 35, art. 92 à 100 et 130 à 134

Dispositions transitoires, 2007, ch. 35, art. 173 et 174

EEV, 2007, ch. 35 (sanction : 14.12.2007)

— art. 136 et 137 en vigueur 01.12.2008 *voir* TR/2008-63

— art. 141 et 142 en vigueur 31.03.2009 *voir* TR/2009-25

— art. 172 entre en vigueur ou est réputé être entré en vigueur le 1^{er} avril du premier exercice à l'égard duquel Terre-Neuve-et-Labrador fait le choix prévu au par. 3.7(3) de la *Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces*; *voir* par. 175(1); le ministre des Finances fait publier un avis

E

Exécution du budget et de l'énoncé économique de 2007, Loi d' — 2007, ch. 35 (suite)

de la date d'entrée en vigueur de l'art. 172 dans la *Gazette du Canada*; voir le par. 175(2). Non en vigueur
voir aussi les différentes dispositions d'application

EEV, 2009, ch. 23, art. 360 en vigueur à la sanction 23.06.2009
EEV, 2010, ch. 12, art. 2204 à 2206 en vigueur à la sanction 12.07.2010

Exécution du budget de 2008, Loi d'

— 2008, ch. 28

(*Budget Implementation Act, 2008*)

art. 19, 2009, ch. 2, art. 82

art. 127, 2010, ch. 12, art. 2204

art. 130, 2010, ch. 12, art. 2205

art. 131, abrogé avant son entrée en vigueur, 2010, ch. 12, art. 2206

Dispositions de coordination, 2008, ch. 28, art. 40 à 44

Disposition de coordination, 2009, ch. 2, art. 230

Disposition de coordination, 2009, ch. 23, art. 360

Modifications conditionnelles, 2008, ch. 28, art. 45 à 48

EEV, 2008, ch. 28 en vigueur à la sanction 18.06.2008, *sauf*
— par. 94(1) à (4) et l'art. 96 en vigueur 05.01.2010 *voir*
par. 100(1)

— par. 94(5) et les art. 95 et 97 à 99 en vigueur 20.10.2010 *voir* TR/2010-77

— par. 101(1) et les art. 104 à 106 et 112 entrent en vigueur à la date ou aux dates fixées par décret *voir* art. 115. Non en vigueur

— *Loi sur l'Office de financement de l'assurance-emploi du Canada*, à l'exception de l'al. 4a), édicté par l'art. 121, et les art. 123 et 134 en vigueur 20.06.2008 *voir* TR/2008-76

— art. 131 abrogé avant d'entrer en vigueur *voir* 2010, ch. 12, art. 2206

— l'al. 4a) de la *Loi sur l'Office de financement de l'assurance-emploi du Canada*, édicté par l'art. 121, et les art. 122, 124, 126 à 128, 130, 132 et 133 en vigueur à la date de prise du décret TR/2010-74 (23.09.10) *mais voir* l'erratum, *Gazette du Canada*, partie II, Vol. 144, n° 22, p. 2002 *re date* du C.P.

— art. 125 et 129 en vigueur 01.01.2010 *voir* TR/2009-116

— art. 146, 147, 150, 160 et 162 entrent en vigueur à la date ou aux dates fixées par décret *voir* par. 164(1)

— art. 156 entre en vigueur ou est réputé être entré en vigueur 01.07.2008 *voir* par. 164(2)

voir aussi les différentes dispositions réputées entrées en vigueur et d'application

EEV, 2009, ch. 2, art. 82 et 230 en vigueur à la sanction 12.03.2009

Exécution du budget de 2009, Loi d'

— 2009, ch. 2

(*Budget Implementation Act, 2009*)

Dispositions de coordination, 2009, ch. 2, art. 230

dispositions générales, 2009, ch. 2, art. 300 à 308, 309 tel que modifié par 2009, ch. 31, par. 24(1), art. 316 et 392 — paiements

EEV, 2009, ch. 2, art. 230, 300 à 316 et 392 en vigueur à la sanction 12.03.2009

EEV, 2009, ch. 31 (sanction 15.12.2009), par. 24(1) réputé entré en vigueur 12.03.2009 *voir* par. 24(2)

Exigence de clarté formulée par la Cour suprême du Canada dans son avis sur le Renvoi sur la sécession du Québec, Loi donnant effet à l' — 2000, ch. 26

(*Requirement for clarity as set out in the opinion of the Supreme Court of Canada in the Quebec Secession Reference, An Act to give effect to the*)

Le ministre des Affaires intergouvernementales

EEV, 2000, ch. 26 en vigueur à la sanction 29.06.2000

Exonération de droits, Loi sur l'

— L.R. (1985), ch. 21 (2^e suppl.)

(*Duties Relief Act*)

ABROGÉ, L.R., ch. 41 (3^e suppl.), art. 135 en vigueur 01.01.88 *voir* art. 139

Expansion des exportations, Loi sur l'

[Nouvelle appellation *voir* Développement des exportations, Loi sur le]

(*Export Development Act*)

E

Exploitation du champ Hibernia, Loi sur l' — 1990, ch. 41

(*Hibernia Development Project Act*)

Le ministre des Ressources naturelles

art. 2, 1994, ch. 41, al. 37(1)*m*); 2002, ch. 7, art. 178
art. 3, 1999, ch. 31, art. 130
art. 11.1, ajouté, 1990, ch. 41, art. 22 (*Remarque* : conséquence de la sanction de 1990, ch. 44 le 17.12.90)
 disposition générale, 1994, ch. 41, par. 37(2)
 dispositions transitoires, 1990, ch. 41, art. 22
 EEV, 1990, ch. 41, loi en vigueur 09.11.90 *voir* TR/90-169
 EEV, 1994, ch. 41, art. 37 en vigueur 12.01.95 *voir* TR/95-10
 EEV, 1999, ch. 31, art. 130 en vigueur à la sanction 17.06.99
 EEV, 2002, ch. 7, art. 178 en vigueur 01.04.2003 *voir* TR/2003-48

Explosifs, Loi sur les — L.R. (1985), ch. E-17

(*Explosives Act*)

Le ministre des Ressources naturelles

titre intégral, 1993, ch. 32, art. 1; 2004, ch. 15, art. 35
art. 2, 1993, ch. 32, art. 2; 1994, ch. 41, al. 37(1)*l*), 38(1)*d*); 1995, ch. 35, art. 1; 1996, ch. 10, art. 227; 2004, ch. 15, art. 36
art. 5, 1993, ch. 28, art. 78, ann. III, art. 55, cette modification a été abrogée avant son entrée en vigueur par 1998, ch. 15, art. 26; 1993, ch. 32, art. 3; 1995, ch. 35, art. 2; 2004, ch. 15, art. 37
art. 6, 2004, ch. 15, art. 38
art. 6.1, ajouté, 1995, ch. 35, art. 3
art. 6.2, ajouté, 2004, ch. 15, art. 39
art. 7, 1993, ch. 32, art. 4
art. 9, 1993, ch. 32, art. 5; 2001, ch. 4, art. 80(A); 2004, ch. 15, art. 40
art. 10, 1993, ch. 32, art. 6
art. 10.1, ajouté, 1993, ch. 32, art. 6
art. 11, 1993, ch. 32, art. 7
art. 14, 1993, ch. 32, art. 8; 2004, ch. 15, art. 41
art. 14.1, ajouté, 1993, ch. 32, art. 8; 2004, ch. 15, art. 42
art. 14.2, ajouté, 1993, ch. 32, art. 8; 2004, ch. 15, art. 42
art. 14.3, ajouté, 1993, ch. 32, art. 8
art. 14.4, ajouté, 1993, ch. 32, art. 8; 2004, ch. 15, art. 43(A)
art. 14.5, ajouté, 1993, ch. 32, art. 8; 2004, ch. 15, art. 44
art. 14.6, ajouté, 1993, ch. 32, art. 8; 2004, ch. 15, art. 44

art. 15, 1989, ch. 3, art. 42
art. 16, 1993, ch. 32, art. 9
art. 18, 1993, ch. 32, art. 10
art. 19, 1993, ch. 32, art. 10
art. 20, 1993, ch. 32, art. 10; 2004, ch. 15, art. 45
art. 21, 1993, ch. 32, art. 11; 2004, ch. 15, art. 45; 2004, ch. 25, art. 139(A) et 208(A)
art. 21.1, ajouté, 2004, ch. 15, art. 45
art. 22, 1993, ch. 32, art. 12; 2004, ch. 15, art. 46
art. 23, 1993, ch. 32, art. 12; 2004, ch. 15, art. 47
art. 23.1, ajouté, 1993, ch. 32, art. 12
art. 24, 2004, ch. 15, art. 48
art. 25, 1993, ch. 32, art. 13
art. 26, 1993, ch. 32, art. 14; 2004, ch. 15, art. 49
art. 27, 2004, ch. 15, art. 50(F)
art. 28, 2004, ch. 15, art. 51
art. 29, 1995, ch. 39, art. 170; 2004, ch. 15, art. 51
 dispositions générales, 1994, ch. 41, par. 37(2), 38(2)
 disposition de coordination, 2004, ch. 25, art. 208
 EEV, 1989, ch. 3, art. 42 en vigueur 29.03.90 *voir* TR/90-63
 EEV, 1993, ch. 32, art. 1 à 14 en vigueur à la sanction 23.06.93
 EEV, 1994, ch. 41, art. 37 et 38 en vigueur 12.01.95 *voir* TR/95-10
 EEV, 1995, ch. 35, art. 1 à 3 en vigueur 11.09.96 *voir* TR/96-83
 EEV, 1995, ch. 39, art. 170 en vigueur 01.12.98 *voir* TR/98-93 et TR/98-95
 EEV, 1996, ch. 10, art. 227 en vigueur 01.07.96 *voir* TR/96-53
 EEV, 1998, ch. 15, art. 26 en vigueur à la sanction 11.06.98
 EEV, 2001, ch. 4, art. 80 en vigueur 01.06.2001 *voir* TR/2001-71
 EEV, 2004, ch. 15, par. 36(1), la définition de « composant d'explosif limité », à l'art. 2 de la *Loi sur les explosifs* édicté par le par. 36(2), l'al. 5a.31) de la *Loi sur les explosifs* édicté par le par. 37(1), les par. 37(4) et (6), les art. 41 à 49 et l'art. 29 de la *Loi sur les explosifs* édicté par l'art. 51 en vigueur 01.06.2008 *voir* TR/2008-29
 — l'art. 35, les définitions de « fabrication illicite », « trafic illicite » et « transit » à l'art. 2 de la *Loi sur les explosifs* édicté par le par. 36(2), les al. 5(a.2), (a.3) et (a.4) de la *Loi sur les explosifs* édictés par le par. 37(1), les par. 37(2), (3) et (5), les art. 38 à 40 et 50 et l'art. 28 de la *Loi sur les explosifs*, édicté par l'art. 51 entrent en vigueur à la date ou aux dates fixées par décret *voir* art. 112. Non en vigueur
 EEV, 2004, ch. 25, art. 139 et 208 en vigueur à la sanction 15.12.2004

E

Exportation du gibier, Loi sur l'**— L.R. (1985), ch. G-1***(Game Export Act)*

LOI ABROGÉE 1992, ch. 52, art. 29

EEV, 1992, ch. 52, art. 29 en vigueur 14.05.96 *voir* TR/96-41**Exportation et l'importation de biens culturels, Loi sur l' — L.R. (1985), ch. C-51***(Cultural Property Export and Import Act)***Le ministre du Patrimoine canadien (TR/93-228 *voir* aussi 1995, ch. 11, art. 46)****art. 4**, 1995, ch. 5, al. 25(1)*h*); 2001, ch. 34, art. 37(F)**art. 5**, 1994, ch. 13, al. 7(1)*c*); 1999, ch. 17, art. 121; 2005, ch. 38, art. 59 et al. 145(2)*c*)**art. 17**, 1995, ch. 5, al. 25(1)*h*)**art. 18**, 1995, ch. 29, art. 21 et 22(A); 2001, ch. 34, art. 38**art. 20**, 1991, ch. 49, art. 216**art. 22**, 1991, ch. 49, art. 217**art. 32**, 1991, ch. 49, art. 218; 1995, ch. 38, art. 1**art. 33**, 1991, ch. 49, art. 219; 1995, ch. 11, al. 45*a*); 1995, ch. 38, art. 2; 1999, ch. 17, art. 122; 2005, ch. 38, al. 138*f*)**art. 33.1**, ajouté, 1995, ch. 38, art. 2**art. 33.2**, ajouté, 1995, ch. 38, art. 2; 2000, ch. 30, art. 159**art. 34**, 1995, ch. 29, art. 22(A)**art. 36.1**, ajouté, 2005, ch. 40, art. 4**art. 37**, 2002, ch. 8, al. 182(1)*l*)**art. 39**, 1995, ch. 5, al. 25(1)*h*); 1998, ch. 19, art. 261**art. 45**, 2005, ch. 40, art. 5**art. 50**, L.R., ch. 1 (2^e suppl.), par. 213(2), ann. II, par. 4(1) (F) et par. 213(4), ann. IV, par. 2(A)**art. 51**, L.R., ch. 1 (2^e suppl.), par. 213(2), ann. II, par. 4(2) (F) et par. 213(4), ann. IV, n^o 2(A)**art. 52**, 1995, ch. 29, art. 22(A)**annexe**, ajoutée, 2005, ch. 40, art. 6

disposition de coordination, 2005, ch. 38, par. 145(2)

disposition générale, 1994, ch. 13, par. 7(3)

disposition générale, 1995, ch. 5, par. 25(2)

disposition transitoire, 1995, ch. 38, art. 8

EEV, L.R., ch. 1 (2^e suppl.), art. 213 en vigueur 10.11.86 *voir* TR/86-206

EEV, 1991, ch. 49, art. 216 à 219 en vigueur à la sanction 17.12.91

EEV, 1994, ch. 13, art. 7 en vigueur à la sanction 12.05.94

EEV, 1995, ch. 5, art. 25 en vigueur 13.05.95 *voir* TR/95-65EEV, 1995, ch. 11, art. 45 en vigueur 12.07.96 *voir* TR/96-68EEV, 1995, ch. 29, art. 21 et 22(A) en vigueur 01.11.95 *voir* TR/95-115EEV, 1995, ch. 38, art. 1, 2 et 8 en vigueur 12.07.96 *voir* TR/96-73

EEV, 1998, ch. 19, art. 261 en vigueur à la sanction 18.06.98

EEV, 1999, ch. 17, art. 121 et 122 en vigueur 01.11.99 *voir* TR/99-111

EEV, 2000, ch. 30, art. 159 en vigueur à la sanction 20.10.2000

EEV, 2001, ch. 34, art. 37 et 38 en vigueur à la sanction 18.12.2001

EEV, 2002, ch. 8, art. 182 en vigueur 02.07.2003 *voir* TR/2003-109EEV, 2005, ch. 38, art. 145 en vigueur à la sanction 03.11.2005; art. 59 et 138 en vigueur 12.12.2005 *voir* TR/2005-119

EEV, 2005, ch. 40, art. 4 à 6 en vigueur à la sanction 25.11.2005

Exportation et l'importation des diamants bruts, Loi sur l' — 2002, ch. 25*(Export and Import of Rough Diamonds Act)***Le ministre des Ressources naturelles****art. 2**, 2005, ch. 51, art. 1**art. 5**, 2005, ch. 51, art. 2**art. 8**, 2005, ch. 51, art. 3**art. 14**, 2005, ch. 51, art. 4**art. 15**, 2005, ch. 51, art. 5**art. 35**, 2005, ch. 51, art. 6**annexe**, DORS/2003-16, DORS/2003-25, DORS/2003-166; DORS/2003-335; DORS/2004-194; DORS/2006-177; DORS/2009-107EEV, 2002, ch. 25 en vigueur 01.01.2003 *voir* TR/2003-3EEV, 2005, ch. 51, art. 1 à 6 en vigueur 16.06.2006 *voir* TR/2006-96

E

Exportations, Loi sur les
— L.R. (1985), ch. E-18
(Export Act)

Le ministre du Revenu national

art. 6, ch. 1 (2^e suppl.), par. 213(3), ann. III, n^o 5; 2002, ch. 22, art. 393
 EEV, ch. 1 (2^e suppl.), par. 213(3) en vigueur 10.11.86 *voir* TR/86-206
 EEV, 2002, ch. 22, art. 393 en vigueur 01.07.2003 *voir* TR/2003-47

Expropriation, Loi sur l'
— L.R. (1985), ch. E-21
(Expropriation Act)

Le ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux (TR/93-138) (sauf partie II); ministre qui dirige un ministère dont le nom figure à l'annexe I de la Loi sur la gestion des finances publiques (partie II)

art. 2, 1996, ch. 16, al. 60(1)*h*)
art. 4, L.R., ch. 20 (2^e suppl.), art. 2; 1994, ch. 43, art. 84; 2002, ch. 7, art. 167
art. 4.1, ajouté, 1996, ch. 10, art. 228
art. 10, 1994, ch. 43, art. 85; 2003, ch. 22, al. 225v)(A)
art. 30, 2003, ch. 22, al. 225v)(A)
art. 35.1, ajouté, 1994, ch. 43, art. 86; 2002, ch. 7, art. 168
 EEV, L.R., ch. 20 (2^e suppl.), art. 2 en vigueur 09.10.86 *voir* TR/86-193
 EEV, 1994, ch. 43, art. 84 à 86 en vigueur 14.02.95 *voir* TR/95-19
 EEV, 1996, ch. 10, art. 228 en vigueur 01.07.96 *voir* TR/96-53
 EEV, 1996, ch. 16, art. 60 en vigueur 12.07.96 *voir* TR/96-67
 EEV, 2002, ch. 7, art. 167 et 168 entrent en vigueur à la date fixée par décret *voir* par. 285(3). Non en vigueur
 EEV, 2003, ch. 22, art. 225 en vigueur 01.04.2005 *voir* TR/2005-24

Extraction de l'or dans le Yukon, Loi sur l'
— L.R. (1985), ch. Y-3
(Yukon Placer Mining Act)

Le ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien

LOI ABROGÉE 2002, ch. 7, art. 281
 EEV, 2002, ch. 7, art. 281 en vigueur 01.04.2003 *voir* TR/2003-48

Extraction du quartz dans le Yukon, Loi sur l'
— L.R. (1985), ch. Y-4
(Yukon Quartz Mining Act)

Le ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien

LOI ABROGÉE 2002, ch. 7, art. 282
 EEV, 2002, ch. 7, art. 282 en vigueur 01.04.2003 *voir* TR/2003-48

Extradition, Loi sur l' — L.R. (1985), ch. E-23
(Extradition Act)

Le ministre de la Justice et procureur général du Canada

LOI ABROGÉE par 1999, ch. 18, art. 129, entré en vigueur à la sanction (17.06.99). Cependant, l'art. 84 de la nouvelle *Loi sur l'extradition*, 1999, ch. 18, prévoit que la loi abrogée continue de s'appliquer — comme si elle n'avait pas été abrogée par l'art. 129 — à toute question en matière d'extradition dans le cas où l'audition de la demande d'extradition est en cours devant le juge le 17.06.99.
 disposition transitoire, 1999, ch. 18, art. 84
 modification conditionnelle, 1999, ch. 3, art. 91
 EEV, 1999, ch. 3, art. 91 en vigueur à la sanction 11.03.99
 EEV, 1999, ch. 18, art. 84 et 129 en vigueur à la sanction 17.06.99

Extradition, Loi sur l' — 1999, ch. 18
(Extradition Act)

Le ministre de la Justice

art. 2, 2000, ch. 24, art. 47; 2002, ch. 7, art. 169

E

Extradition, Loi sur l' — 1999, ch. 18 (suite)

art. 6.1, ajouté, 2000, ch. 24, art. 48
art. 14, 2000, ch. 24, art. 49
art. 18, 2000, ch. 24, art. 50
art. 40, 2000, ch. 24, art. 51; 2001, ch. 27, art. 250
art. 47, 2002, ch. 1, art. 190
art. 47.1, ajouté, 2000, ch. 24, art. 52
art. 48, 2001, ch. 27, art. 251
art. 57, 2002, ch. 8, art. 141
art. 66, 2005, ch. 10, al. 34(1)/
art. 75, 2001, ch. 27, art. 252
art. 76, 2000, ch. 24, art. 53
art. 77, 2002, ch. 1, art. 191; 2005, ch. 10, al. 34(1)/
art. 78, 2002, ch. 1, art. 192
art. 80, 2002, ch. 1, art. 193
art. 83, 2002, ch. 1, art. 194
ann., DORS/2005-227
dispositions transitoires, 1999, ch. 18, art. 84 et 85
EEV, 1999, ch. 18 en vigueur à la sanction 17.06.99
EEV, 2000, ch. 24, art. 47 à 53 en vigueur 23.10.2000 *voir*
TR/2000-95
EEV, 2001, ch. 27, art. 250 à 252 en vigueur 28.06.2002 *voir*
TR/2002-97
EEV, 2002, ch. 1, art. 190 à 194 en vigueur 01.04.2003 *voir*
TR/2002-91
EEV, 2002, ch. 7, art. 169 en vigueur 01.04.2003 *voir*
TR/2003-48
EEV, 2002, ch. 8, art. 141 en vigueur 02.07.2002 *voir*
TR/2003-109
EEV, 2005, ch. 10, art. 34 en vigueur 04.04.2005 *voir*
TR/2005-29